

Tunisie : Consultations de 2009 au titre de l'article IV et Note d'information au public

Dans le cadre des consultations de 2009 au titre de l'article IV, les documents ci-après ont été publiés et sont inclus dans ce dossier :

- Le rapport des services du FMI pour les consultations de 2009 au titre de l'article IV, préparé par une équipe des services du FMI à la suite des discussions conclues **le 9 juin 2009** avec les autorités tunisiennes sur l'évolution et les politiques économiques. **Le rapport des services du FMI a été achevé le 24 juillet 2009 à l'aide d'informations disponibles au moment de ces entretiens.** Les vues exprimées dans ce rapport sont celles de l'équipe des services du FMI et ne correspondent pas nécessairement aux points de vue du Conseil d'administration du FMI.
- Une note d'information au public.

La politique de publication des rapports et autres documents des services du FMI autorise la suppression des passages contenant des informations sensibles.

Pour l'aider à évaluer sa politique de publication, le FMI invite les lecteurs à envoyer leurs commentaires par courrier électronique à Publicationpolicy@imf.org

Ce rapport peut être obtenu sur demande à :

International Monetary Fund • Publication Services
700 19th Street, N.W. • Washington, D.C. 20431
Téléphone: (202) 623-7430 • Télécopieur : (202) 623-7201
Adresse électronique : publications@imf.org Internet : <http://www.imf.org>

Prix unitaire : 18 dollars

Fonds monétaire international
Washington, D.C.

FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

TUNISIE

Rapport des services du FMI sur les consultations de 2009 au titre de l'article IV

Préparé par le département Moyen-Orient et Asie centrale

Approuvé par Amor Tahari et Dominique Desruelle

30 juillet 2009

Les entretiens se sont déroulés du 10 au 24 juin 2009 à Tunis. La mission était composée de M. Toujas-Bernaté (chef de mission) et de M^{me} Simard (tous les deux du Département Moyen-Orient et Asie centrale), de M^{me} Valderrama (de l'Institut) et de M. Bayle (expert de la Banque de France). M. Tahari (du Département Moyen-Orient et Asie centrale) et M. Rouai (du Bureau de l'administrateur) ont participé aux entretiens.

La mission a rencontré MM. Baccar, Gouverneur de la Banque centrale de Tunisie, Kechiche, Ministre des finances, et Jouini, Ministre du développement et de la coopération internationale, ainsi que les ministres de l'agriculture, de l'industrie, du tourisme et des affaires sociales. Elle a également rencontré d'autres hauts fonctionnaires et des représentants du secteur privé et du monde syndical.

La Tunisie poursuit un dialogue étroit avec le FMI tout en conservant la pleine initiative de son programme économique. Les consultations précédentes ont été conclues le 6 août 2008. Le rapport des services du FMI et la NIP ont été publiés sur internet (<http://www.imf.org/external/country/TUN/index.htm>).

Le régime de change de fait est désormais classé parmi les régimes flottants (et non plus dans la catégorie « rattachement classique à un groupe de monnaies »).

La Tunisie a accepté en 1993 les obligations découlant de l'article VIII, sections 2a), 3 et 4. Elle a adhéré à la NSDD en juin 2001. Les délais de diffusion et la couverture des données macroéconomiques sont en général suffisants aux fins de la surveillance.

La Tunisie publie régulièrement tous les documents relatifs aux consultations au titre de l'Article IV. Au titre des activités de sensibilisation, une rencontre a eu lieu avec des parlementaires, M. Tahari a présenté les perspectives économiques régionales du Département Moyen-Orient et Asie centrale à la fois aux médias et lors d'une conférence de l'Union des banques du Maghreb et une entrevue a été donnée et un communiqué de presse publié à la fin de la mission.

| Tables des matières | Page |
|--|------|
| Résumé analytique | 3 |
| I. Informations générales et évolution récente | 4 |
| A. Informations générales | 4 |
| B. Évolution récente..... | 5 |
| II. Perspectives et risques..... | 10 |
| III. Entretiens sur les politiques économiques | 12 |
| A. Politique budgétaire | 13 |
| B. Politique monétaire et de change | 16 |
| C. Problématique du secteur financier | 17 |
| D. Autres questions | 20 |
| IV. Évaluation par les services du FMI | 21 |
| Encadrés | |
| 1. Exposition limitée à la contagion financière..... | 11 |
| 2. La loi de finances complémentaire et le programme de relance budgétaire de 2009 | 15 |
| 3. Évaluation du niveau du taux de change..... | 18 |
| Graphiques | |
| Panel A. Les exportations ont chuté et la croissance du PIB réel a ralenti, mais le niveau des réserves reste confortable | 8 |
| Panel B. Le crédit à l'économie est soutenu et le marché boursier robuste..... | 9 |
| 1. Viabilité de la dette extérieure: tests paramétrés | 31 |
| 2. Viabilité de la dette publique: tests paramétrés | 33 |
| Tableaux | |
| 1. Principaux indicateurs économiques et financiers, 2006–14 | 24 |
| 2. Balance des paiements, 2006–14 | 25 |
| 3. Opérations financières de l'administration centrale, 2006–14 | 26 |
| 4. Situation monétaire (système financier), 2005–09 | 28 |
| 5. Scénario de croissance à moyen terme, 2006–14 | 29 |
| 6. Cadre de viabilité de la dette extérieure, 2004–14..... | 30 |
| 7. Cadre de viabilité de la dette du secteur public, 2004–14 | 32 |

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

Informations générales

L'application de politiques économiques saines et de réformes structurelles soutenues par un élargissement de l'ouverture commerciale a permis à la Tunisie d'accélérer sa croissance ces dernières années et de renforcer ses bases pour faire face à l'actuelle crise mondiale. Le défi que ce pays doit relever dans l'immédiat est de limiter les répercussions d'une demande extérieure déprimée. À moyen terme, le principal objectif des autorités demeure la réduction d'un taux de chômage qui demeure relativement élevé. Bien que touchée par la crise du fait essentiellement d'une chute des exportations, la Tunisie en a atténué assez bien l'impact grâce à la vigueur des envois de fonds de l'étranger et des recettes touristiques. La croissance pourrait atteindre 3 % cette année si les effets de la relance budgétaire se font sentir rapidement sur la demande. Les entretiens ont principalement porté sur les politiques macroéconomiques à court terme qui visent à soutenir la demande tout en préservant la viabilité financière à moyen terme et sur les réformes porteuses de gains de productivité.

Position des autorités

- Si la prudence budgétaire reste l'une de leurs grandes priorités, les autorités appliqueront néanmoins un programme de relance, car l'environnement extérieur est exceptionnellement dégradé. Elles réévalueront ce programme pour 2010, en attachant à ne pas dépasser un déficit de 3,8 % du PIB. Elles sont absolument déterminées à retourner rapidement à leur politique de moyen terme de consolidation budgétaire dès que la croissance se raffermira.
- Les autorités sont prêtes à desserrer davantage la politique monétaire pour soutenir la demande si nécessaire. Elles ont réaffirmé leur objectif de parvenir à moyen terme à un taux de change flottant librement.
- Les autorités ont pris des mesures pour renforcer le secteur bancaire et reconnaissent que davantage doit être fait dans ce domaine. Dans le contexte du passage à Bâle II, elles conviennent qu'il faut aborder la gestion des risques dans une optique plus prospective.

Recommandations des services du FMI

Les services du FMI s'associent globalement à l'orientation des politiques macroéconomiques des autorités et les encouragent à poursuivre les réformes nécessaires afin de renforcer la capacité d'adaptation de l'économie et d'améliorer la croissance et l'emploi. Plus précisément :

- Il conviendrait d'affiner le ciblage des dépenses en vue de libérer davantage de ressources pour la relance budgétaire de 2010 et d'accélérer la consolidation des finances publiques à moyen terme.
- Les futurs ajustements de la politique monétaire devraient être progressifs afin d'en préserver la crédibilité, en particulier dans le contexte d'une hausse des cours mondiaux à mesure que la reprise s'installera.
- Il est nécessaire de poursuivre le renforcement du secteur bancaire et il serait souhaitable d'établir en bonne et due forme des tests de résistance et de les systématiser afin de mieux évaluer les facteurs éventuels de vulnérabilité de ce secteur.

I. INFORMATIONS GENERALES ET EVOLUTION RECENTE

A. Informations générales

1. **L'application de politiques économiques saines et de réformes structurelles soutenues par un élargissement de l'ouverture commerciale a permis à la Tunisie d'accélérer sa croissance et de renforcer ses bases pour faire face à la crise mondiale actuelle.** Ces dix dernières années, la croissance a été en moyenne de 5 %, le PIB réel par habitant a augmenté de 46 %, l'inflation a été maintenue à 3 % en moyenne, le ratio dette publique/PIB a reculé de 9 points pour s'établir à 47½ % et les réserves sont passées de 2⅓ à 5 mois d'importations. L'accord d'association avec l'UE signé en 1995 a joué un rôle clé pour élargir l'ouverture commerciale et stimuler les gains de productivité en exposant le secteur industriel à la concurrence mondiale. Les politiques macroéconomiques prudentes et les réformes structurelles de la Tunisie ont permis à ce pays de mieux s'adapter aux ralentissements de l'activité avec un endettement public et extérieur moins élevé et une couverture nettement meilleure de la dette extérieure à court terme par les réserves.

Périodes de ralentissement économique : 2002 et 2009
Principaux indicateurs

| | 2001 | 2002 | 2003 | 2008 | 2009 | 2010 |
|--|---------------------------|------|------|-------|-------|-------|
| | (En %) | | | | | |
| Croissance du PIB réel | 5.0 | 1.7 | 5.6 | 4.6 | 3.0 | 4.0 |
| Inflation IPC (moyenne) | 1.9 | 2.7 | 2.7 | 5.0 | 3.5 | 3.4 |
| | (En % du PIB) | | | | | |
| Solde de l'administration centrale 1/ | -3.8 | -3.5 | -3.4 | -1.2 | -3.8 | -3.8 |
| Dette des administrations publiques | 62.7 | 61.5 | 60.5 | 47.5 | 48.7 | 49.0 |
| Dette extérieure | 66.5 | 67.5 | 66.8 | 53.7 | 52.5 | 52.3 |
| Réserves officielles brutes | | | | | | |
| En mois d'imp. de biens et de services de l'année suivante | 2.4 | 2.5 | 2.5 | 4.9 | 5.1 | 5.5 |
| En % de la dette à court terme (base échéance restante) | 55.0 | 58.9 | 61.8 | 150.3 | 171.2 | 173.7 |
| | (En % du total des prêts) | | | | | |
| Créances improductives | 21.0 | 21.4 | 23.6 | 15.5 | ... | ... |

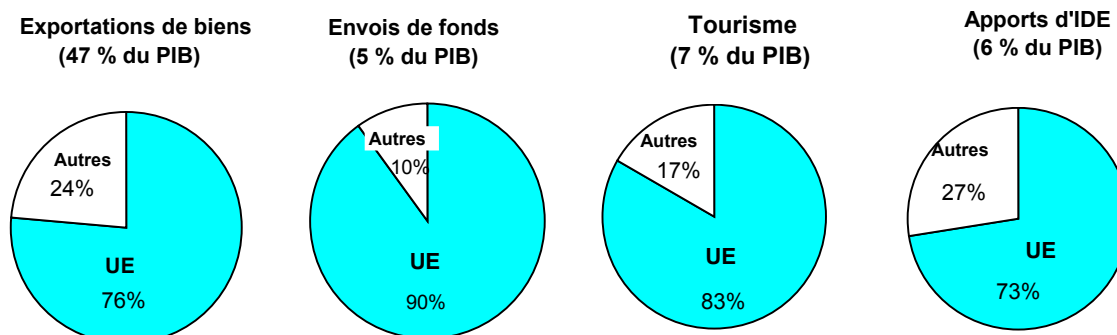
Sources : autorités tunisiennes et estimations des services du FMI.

1/ Hors dons et privatisation.

2. **Face à l'actuelle dégradation sensible de l'environnement international, le défi que la Tunisie doit relever dans l'immédiat est de limiter les répercussions d'une demande extérieure déprimée.** La Tunisie dépend fortement des pays européens pour ses recettes touristiques et d'exportation, les envois de fonds de l'étranger et les apports d'IDE. Ces pays connaissent en ce moment leur pire récession en soixante ans et, d'après les projections, leur activité devrait se renforcer plus lentement que dans le reste du monde.

Grâce aux politiques prudentes mises en œuvre par le passé, la Tunisie peut se permettre d'appliquer à court terme des politiques de relance budgétaire et monétaire pour soutenir la demande.

Principaux liens entre la Tunisie et l'Union européenne, 2008



Sources : autorités tunisiennes et estimations des services du FMI.

3. **À moyen terme, le principal objectif de la Tunisie demeure la réduction d'un taux de chômage qui demeure relativement élevé, en particulier parmi les jeunes diplômés universitaires.** Pour faire passer ce taux de 14,2 % en 2008 à 10 % (objectif fixé par les autorités) en 2016, il faudra maintenir un taux annuel de croissance de 6 % pendant plusieurs années. Cela nécessitera de poursuivre des réformes structurelles visant à accroître les gains de productivité, y compris par une intégration plus poussée dans les économies régionales et l'économie mondiale. La Tunisie améliorera sa capacité d'adaptation aux chocs en suivant des politiques macroéconomiques prudentes et en continuant de renforcer son secteur financier.

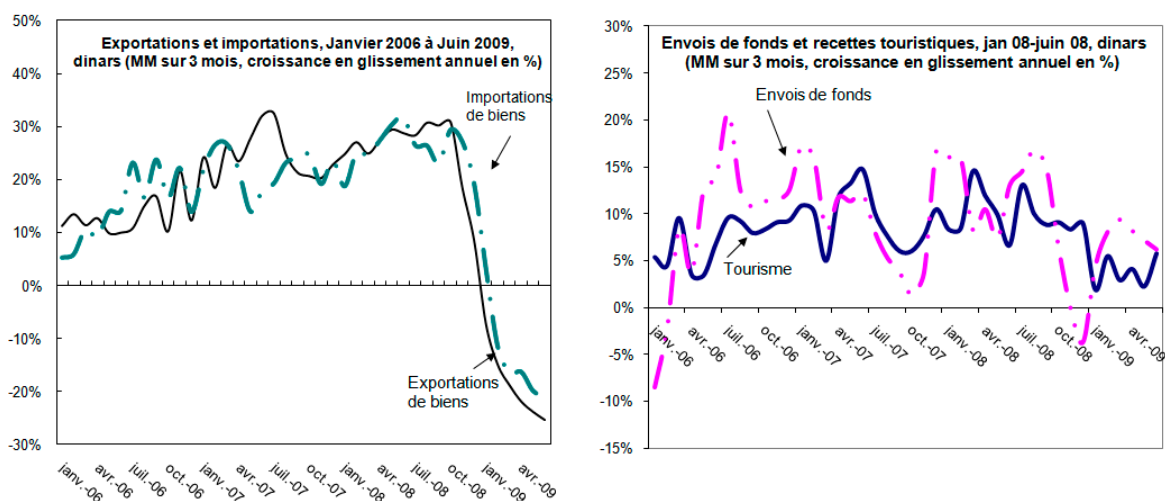
B. Évolution récente

4. **Bien que touchée par la crise mondiale, la Tunisie en a atténué assez bien l'impact. Les exportations ont baissé, mais la vigueur des recettes touristiques et des envois de fonds de l'étranger a permis jusqu'à présent de maintenir les réserves à un niveau confortable.**

- **La croissance du PIB réel a ralenti, s'établissant à 0,5 % (en glissement annuel) au premier trimestre de 2009 contre 4,6 % en moyenne en 2008, à cause essentiellement d'un repli des exportations de produits manufacturés à destination des pays de l'UE. Ce recul a été en partie compensé par une forte activité dans les secteurs des industries extractives et de l'énergie, ainsi que pour certains services.**

L'investissement et une forte consommation alimentée par des hausses de salaire¹ ont soutenu la demande.

- **L'inflation est passée de 5 % en moyenne en 2008 à 3½ % (en glissement annuel) en juin 2009** sous l'effet de la chute des cours mondiaux des produits alimentaires et pétroliers et de l'application d'une politique monétaire adaptée, alors que la hausse des prix des autres services s'accélérait quelque peu- parallèlement aux augmentations de salaires.
- **Après s'être creusé en 2008, le déficit courant s'est contracté au premier trimestre de 2009.** Une augmentation des importations de matières premières et de capital a porté ce déficit à 4,2 % du PIB en 2008. Grâce à une amélioration de la balance commerciale attribuable à une baisse des prix des importations, ainsi qu'à la vigueur des recettes touristiques et des envois de fonds de l'étranger, le déficit a diminué au début de 2009. Malgré un léger recul des apports d'investissement étranger au début de 2009, la position extérieure reste confortable avec des réserves de 9 milliards de dollars à la fin de mai 2009 (5,6 mois d'importations selon les projections).



Sources: autorités tunisiennes et estimations des services du FMI.

- **En 2008, le déficit budgétaire a reculé sensiblement pour se chiffrer à 1,2 % du PIB et le ratio dette publique/PIB a encore diminué.** Par rapport à 2007, les recettes ont augmenté de plus de 2 points du PIB, stimulées par le niveau soutenu des droits de douanes perçus sur des importations dont le prix était plus élevé et la bonne tenue du produit de l'impôt sur les sociétés appliqué aux bénéfices robustes de 2007.

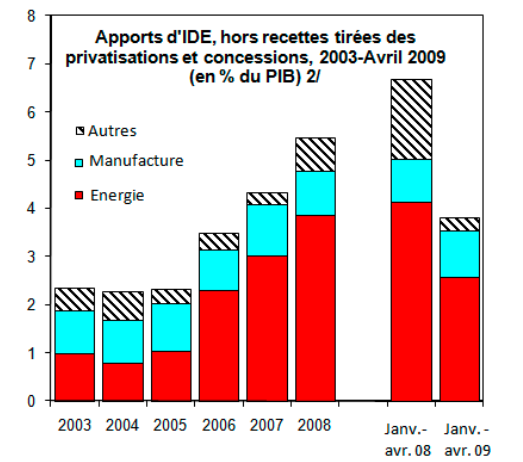
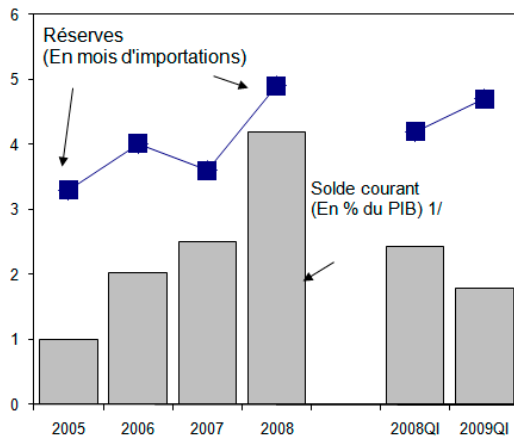
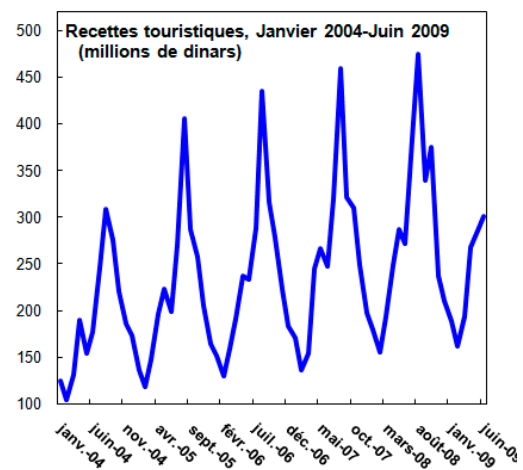
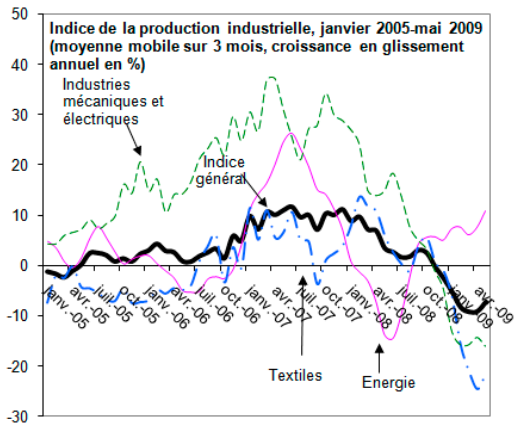
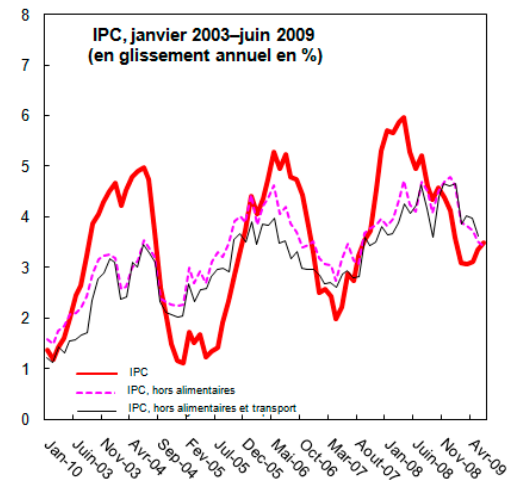
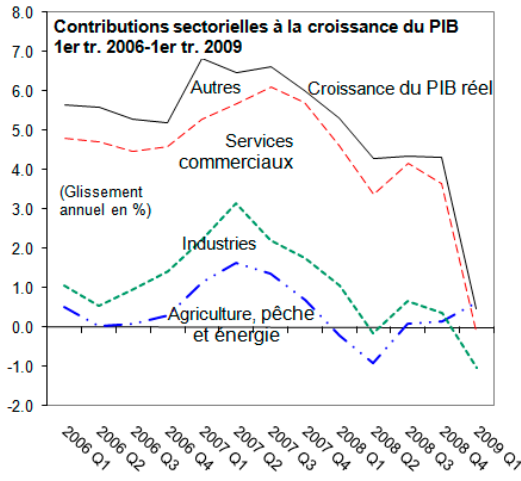
¹ Dans le cadre des accords triennaux de 2008, les salaires ont été majorés de 4,2–5,5 % dans le secteur privé, de 4 % dans les entreprises publiques et de 4,7 % dans la fonction publique.

Sous l'effet conjugué de ce surcroît de recettes et de la baisse des paiements d'intérêts, les dépassements de dépenses au titre des subventions aux produits pétroliers et alimentaires de base imputables à la hausse des cours mondiaux ont été plus que compensés. Grâce à cette consolidation budgétaire, le ratio dette publique/PIB est passé de 50 % en 2007 à 47½ % en 2008. En janvier-avril 2009, les bons résultats continus en matière de recettes et la baisse des subventions ont neutralisé la hausse de la masse salariale.

- **La Banque centrale de Tunisie (BCT) a réagi au ralentissement de l'activité en desserrant la politique monétaire en 2009.** Après l'avoir relevé à deux reprises en 2008, elle a ramené son ratio de réserves obligatoires de 10 % à 7,5 % à la fin de 2008. Elle a aussi ramené son taux directeur de 5¼ % à 4½ % en février 2009, le premier ajustement de cette nature en trente mois. Dans l'intervalle, elle a presque continuellement absorbé l'abondante liquidité du système bancaire grâce surtout à des opérations du Trésor et à des entrées de devises. Dans l'année qui a précédé mai 2009, le taux de change effectif nominal s'est déprécié de 3,4 %, du fait en partie de la dépréciation de 4 % du dinar par rapport à l'euro, alors que le taux de change effectif réel se dépréciait de 0,3 %.
- **La crise financière mondiale n'a pas directement touché le secteur financier tunisien.** Les banques, qui ne comptent guère sur le financement extérieur, ont continué d'attirer des dépôts en forte croissance. Le crédit à l'économie a encore augmenté au premier trimestre de 2009, en particulier pour les services, alors que les prêts au secteur manufacturier ont ralenti. La rentabilité des banques s'est renforcée en 2008, ce qui a contribué au dynamisme du marché boursier². Le niveau stable du capital étranger et la création de deux fonds d'investissement ont par ailleurs contribué à ces résultats.

² Les banques représentent 49 % de sa capitalisation.

Panel A. Les exportations ont chuté et la croissance du PIB réel a ralenti, mais le niveau des réserves reste confortable...

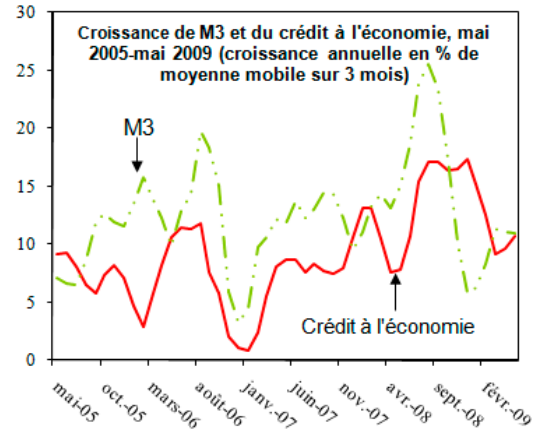
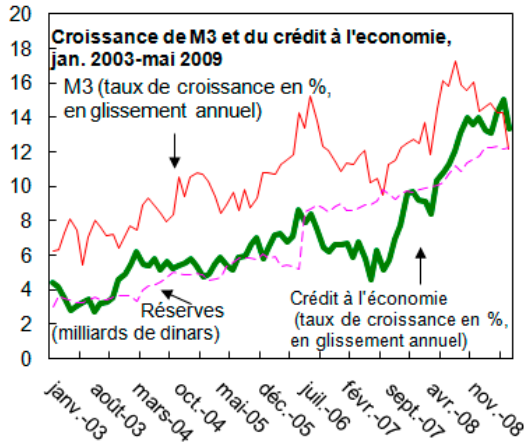


1/ Le ratio du premier trimestre est annualisé; projections du FMI pour 2009.

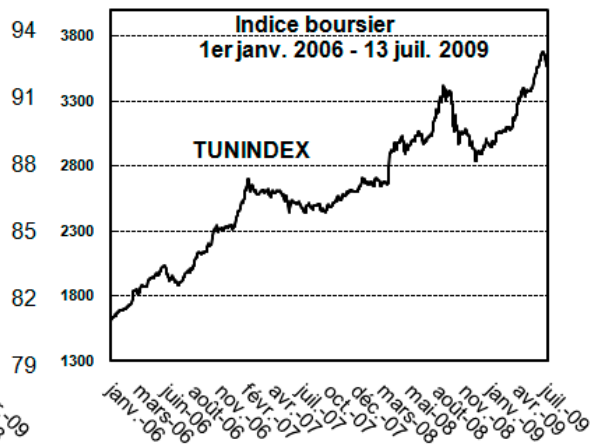
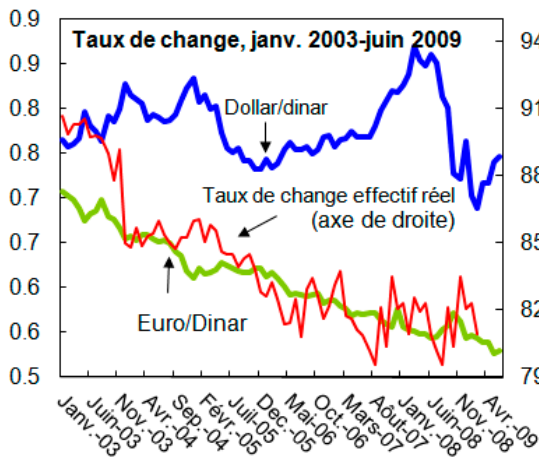
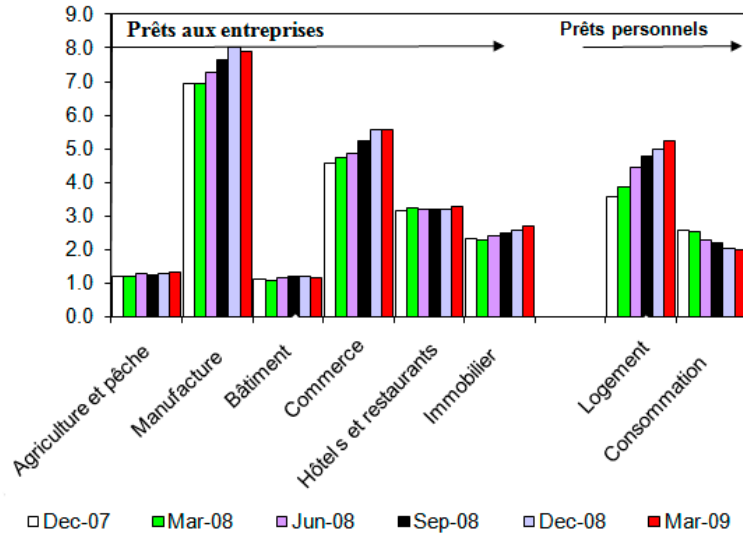
2/ Le ratio pour janvier-avril est annualisé, projections du FMI pour 2009.

Sources: autorités tunisiennes et estimations des services du FMI.

Panel B. ...le crédit à l'économie est soutenu et le marché boursier robuste.



Crédit par secteur d'activité, milliards de dinars



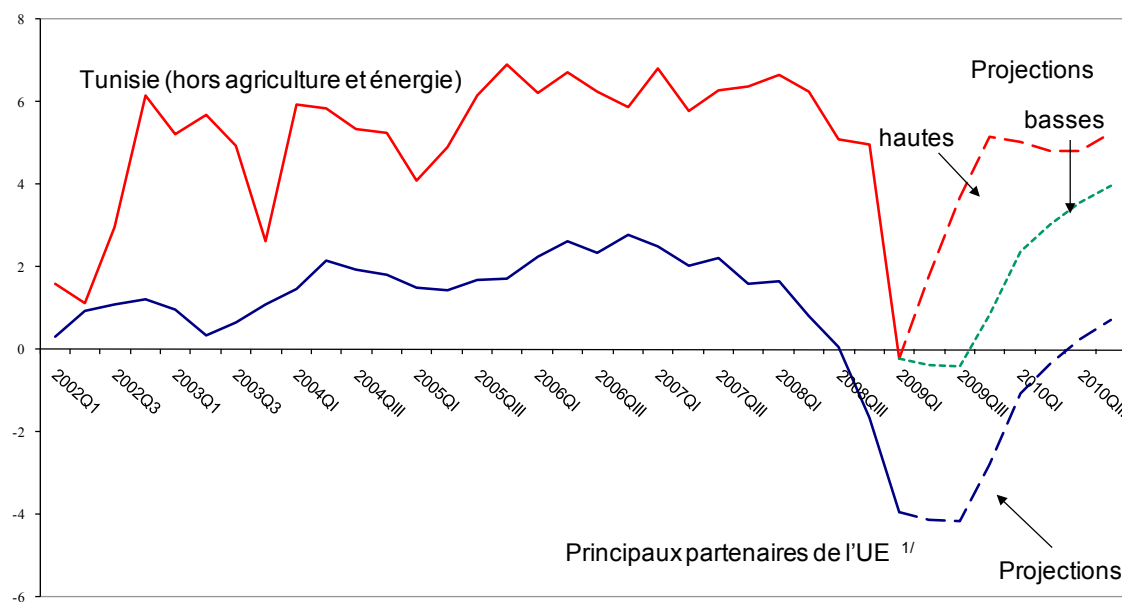
Sources: autorités tunisienne et estimations des services du FMI.

II. PERSPECTIVES ET RISQUES

5. **Si elle a été relativement protégée de la contagion financière internationale (encadré 1), la Tunisie est exposée à un ralentissement de l'activité chez ses partenaires.**

Le compte de capital n'est que partiellement ouvert, les risques de refinancement sont faibles, les besoins d'emprunt extérieur sont limités grâce aux importantes recettes de privatisation et le secteur bancaire se renforce progressivement. Cependant, le pays est à la merci de chocs susceptibles de perturber sa demande extérieure, ainsi que de leurs éventuelles répercussions intérieures sur le secteur des services, y compris le système bancaire. En particulier, les retombées en provenance des partenaires européens sont relativement fortes et pèseront sur les perspectives de croissance du pays à court terme³.

Comparaison entre la Tunisie et ses principaux partenaires de l'UE
Croissance du PIB réel (en glissement annuel en %) 1er trim. 2002 — 4e trim. 2010



Sources : autorités tunisiennes et projections des services du FMI.

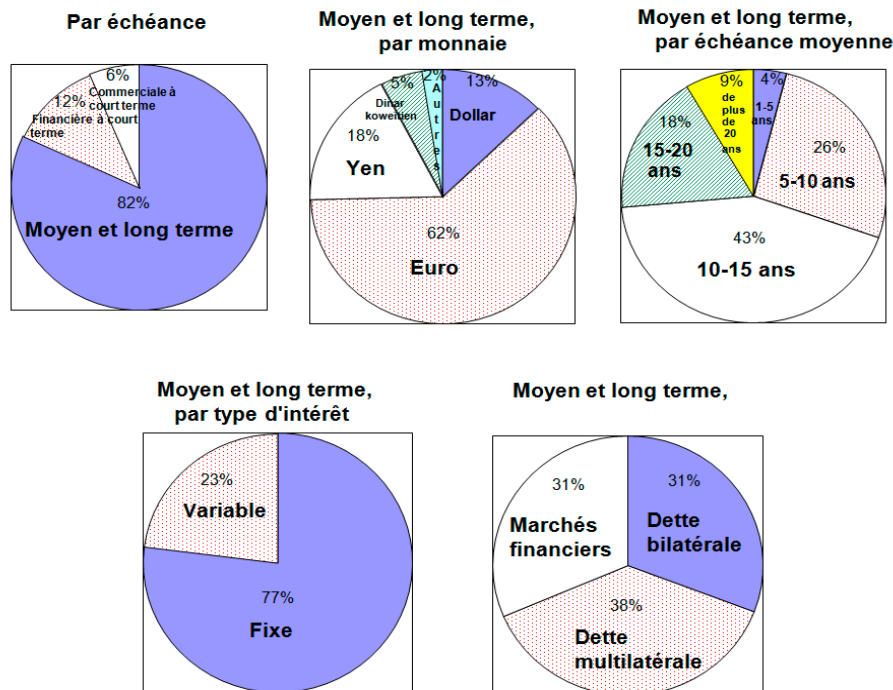
1/ France, Italie, Allemagne, Espagne.

³ Voir le document d'accompagnement consacré à des questions générales.

Encadré 1. Exposition limitée à la contagion financière

- **Le compte de capital n'est que partiellement ouvert**, de sorte que les banques tunisiennes ne sont pas intégrées au système financier international. Leurs avoirs et engagements extérieurs ne représentent que 4 % et 8½ % du total de leurs avoirs et engagements respectifs. Les transactions en capital en devises sont soumises à plusieurs restrictions, dont l'obligation pour les banques de transférer à la BCT l'encours quotidien de leurs devises et le plafonnement de l'investissement étranger à la fois par les entreprises tunisiennes et dans ces entreprises et de l'emprunt extérieur par les banques. Les participations étrangères, prises surtout par des investisseurs à long terme dans des sociétés de portefeuille tunisiennes de premier plan, comptent pour 25 % de la capitalisation du marché boursier.
- **La Tunisie n'a nullement besoin dans l'immédiat d'emprunter sur les marchés internationaux des capitaux.** Ce pays dispose toujours d'importantes ressources (3 % du PIB) tirées de la privatisation partielle de Tunisie Télécom en 2006 et n'a conclu de nouveaux emprunts qu'avec la Banque africaine de développement et la Banque mondiale pour un montant de 500 millions de dollars sur 2009–10.
- **Les risques de refinancement et d'intérêt liés à la dette extérieure sont faibles.** La majeure partie de la dette extérieure a été contractée à moyen ou à long terme auprès de créanciers officiels multilatéraux ou bilatéraux et est assortie de taux d'intérêt fixes ; seule une faible fraction de cette dette arrivera à échéance au cours des cinq prochaines années.

Structure de la dette extérieure de la Tunisie, 2008



Sources : autorités tunisiennes et estimations des services du FMI.

- **Le niveau des réserves est suffisant :** à la fin de mai 2009, le total des réserves représentait 157 % de la dette à court terme arrivant à échéance d'ici à la fin de 2009.

6. **L'objectif de croissance du PIB réel des autorités en 2009 (3 %) peut être atteint si les risques de dégradation de la situation ne se concrétisent pas et si la relance budgétaire agit rapidement sur la demande.** Dans la logique de la récession d'environ 4 % envisagée dans les pays partenaires, les exportations de biens diminueront. Selon les projections, la crise ne devrait avoir, cette année, que de faibles répercussions sur les recettes touristiques et les envois de fonds de l'étranger compte tenu de l'évolution de la situation au premier semestre⁴. Les mesures prises par les autorités pour contenir l'impact de la crise mondiale, y compris le récent programme de relance budgétaire et une politique monétaire plus accommodante, devraient soutenir la demande. Par ailleurs, l'activité bénéficiera sans doute d'une bonne récolte de céréales et d'une forte augmentation de la production de gaz. Néanmoins, cette bonne performance de croissance (environ 7 points de plus que dans les pays partenaires) n'empêchera probablement pas une hausse du chômage et l'apparition de facteurs défavorables au cours des prochains mois reste possible.

7. **À cause d'un environnement international très incertain et d'un éventuel retard dans l'impact du programme de relance budgétaire, ces projections sont susceptibles d'être nettement révisées à la baisse.** La récession et la hausse du chômage chez les partenaires européens peuvent faire baisser les envois de fonds de l'étranger et les recettes touristiques pendant le reste de l'année. S'il était plus lent, le rebond de ces économies en 2010 limiterait également la croissance de la Tunisie l'année prochaine. En outre, divers goulets d'étranglement risquent de freiner l'application des mesures de relance (surtout l'accélération des investissements en infrastructures).

8. **Les perspectives à moyen terme sont favorables grâce à la reprise mondiale dont font état les projections.** La Tunisie pourrait prendre de nouvelles mesures pour tirer pleinement parti de cette reprise en poursuivant les réformes structurelles, notamment dans le secteur bancaire dont le renforcement continu serait bénéfique. Lorsque la crise s'atténuera, une consolidation des finances publiques devrait permettre de replacer le ratio dette publique/PIB sur une trajectoire orientée à la baisse.

III. ENTRETIENS SUR LES POLITIQUES ECONOMIQUES

9. Les entretiens ont surtout porté sur les politiques macroéconomiques à court terme qui visent à réduire au minimum l'impact de la crise sur la croissance et le chômage tout en préservant la stabilité macroéconomique, ainsi que sur les réformes qui pourraient permettre d'accroître les gains de productivité à moyen terme.

⁴ En particulier, la baisse constatée au niveau des touristes européens a été compensée par une augmentation du nombre de ceux en provenance des pays voisins.

A. Politique budgétaire

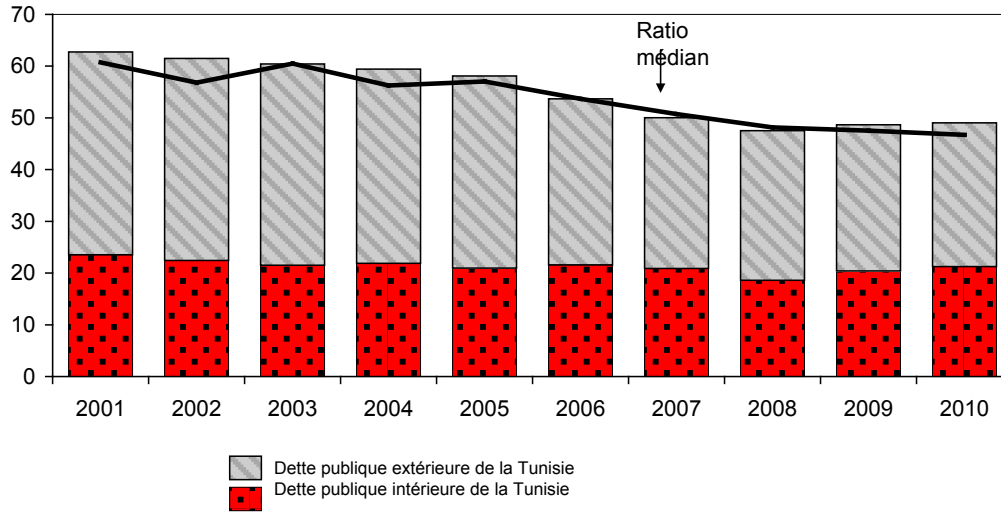
Informations générales et analyse des services du FMI

10. **La Tunisie jouit d'une certaine marge pour appliquer des mesures de relance budgétaire afin d'atténuer l'impact de la récession dans les pays partenaires.** Même avec un déficit budgétaire de 4 % du PIB, le ratio dette publique/PIB serait encore inférieur à 50 % (son niveau de 2007). D'après les projections, les recettes devraient diminuer sensiblement en 2009 (de 2½ % du PIB, soit un retournement par rapport à 2008), mais les économies réalisées sur le plan des subventions aux produits pétroliers et alimentaires de base autoriseraient une augmentation discrétionnaire des dépenses de près de 1½ % du PIB. Grâce à l'abondante liquidité du système bancaire, il serait possible de financer le déficit plus élevé par des ressources intérieures sans effet d'éviction sur le crédit à l'économie et sans recours au financement extérieur. Pour qu'il soit le plus efficace, il faudrait que le programme de relance budgétaire :

- *soit exécuté rapidement* pour qu'il puisse agir sur la croissance cette année;
- *veille à ce que les dépenses soient bien ciblées* afin d'en maximiser l'impact;
- *couvre aussi 2010*, étant donné que les perspectives mondiales anticipées pour cette année-là restent faibles. En 2010 toutefois, une base de recettes fragilisée par le ralentissement économique et la capacité d'emprunt extérieur pourrait empêcher de maintenir les dépenses à leur niveau de 2009.

11. **La relance budgétaire à court terme devrait s'inscrire dans un cadre à moyen terme dans lequel la dette publique reprendrait une orientation à la baisse une fois que la croissance se raffermira.** Bien qu'il ait diminué ces dernières années, le ratio dette publique/PIB de la Tunisie demeure proche du ratio médian du groupe de pays à notation d'emprunteur souverain similaire. L'expérience de 2009 fait ressortir l'importance de préserver une marge budgétaire pour neutraliser l'impact de chocs sur la demande globale. Deux grands volets de cette stratégie seraient de continuer de rationaliser les subventions aux produits pétroliers et alimentaires et de mettre en place une réforme du régime des retraites afin d'éviter un déficit dans un proche avenir.

Dettes publiques : comparaison entre le ratio de la Tunisie et le ratio médian d'un groupe de pays dont la notation d'emprunteur souverain est analogue ^{1/2/}
(En % du PIB)



Sources : autorités tunisiennes et estimations des services du FMI.

1/ Tunisie, Barbades, Brésil, Bulgarie, Croatie, Jordanie, Kazakhstan, Maurice, Maroc, Roumanie et Russie.

2/ / Projections des services du FMI pour 2009 et 2010.

12. La Tunisie a mis en place au fil des ans un système de protection sociale assez développé qui devrait aider à amortir l'impact social potentiel de la crise. Il n'existe aucun régime d'assurance chômage, mais les salariés licenciés peuvent bénéficier d'une aide sociale pendant un an maximum. La couverture sociale est presque universelle et la Tunisie offre aux pauvres un vaste programme de logements subventionnés.

Position et intentions des autorités

13. La prudence budgétaire demeure l'une des priorités absolues des autorités pour lesquelles, cependant, une relance budgétaire modérée à court terme est nécessaire dans un contexte marqué par un environnement extérieur exceptionnellement déprimé. Elles ont souligné qu'elles avaient réagi rapidement à la crise en accordant aux entreprises exportatrices à partir de la fin de 2008 une aide ciblée qui a permis de limiter le nombre des licenciements. L'impact de la crise mondiale pouvant se généraliser et se prolonger, elles ont adopté au milieu de 2009 un programme de relance budgétaire équivalant à 1,4 % du PIB dans le cadre de la loi de finances complémentaire et prolongé et accru les aides déjà en place (encadré 2). Elles estiment à ½ point du PIB en 2009 l'effet sur la croissance de ce programme⁵ dont elles accélèrent la mise en œuvre et maximisent l'impact par des projets d'investissement à forte intensité de main d'œuvre et à faible contenu en importations.

⁵ On peut s'attendre à certaines fuites atténuant l'impact du programme de relance telles celles liées, en particulier, aux mesures d'aide aux entreprises exportatrices situées en zone franche qui importent presque tous leurs intrants et des mesures en faveur de l'emploi qui peuvent stimuler l'épargne et les importations.

14. **Les autorités réexamineront les mesures budgétaires de relance aux fins de leur application pour 2010 sur la base de l'évolution de la situation économique et financière; cependant, elles considèrent comme un plafond le déficit de 3,8 % du PIB dont font état les projections pour 2009.** Elles estiment que, bien qu'elle se soit nettement améliorée, la capacité de la Tunisie d'affronter deux années de suite un environnement international difficile reste à l'épreuve. En conséquence, elles souhaitent renforcer la base des recettes par des programmes visant à stimuler la production d'énergie et à améliorer le ciblage des dépenses.

15. **Les autorités sont absolument déterminées à reprendre la consolidation des finances publiques à moyen terme dès que la croissance se raffermira.** Elles ont l'intention de réaménager les subventions aux produits pétroliers à l'aide du mécanisme d'ajustement des prix mis en place en 2009, sans modifier pour autant celles versées pour les denrées de base. Elles estiment que des transferts directs en liquide à des ménages nécessaires ciblés efficacement auraient un coût administratif supérieur à celui du système actuellement en vigueur qui fait l'objet de contrôles directs pour prévenir les abus. Elles ont en outre l'intention de réduire les intérêts sur la dette publique en utilisant les recettes de privatisation pour accélérer les remboursements lorsque cela semblera avantageux. Enfin, elles ont lancé les travaux préparatoires d'une réforme des retraites qui devrait s'attaquer à l'impact des pressions démographiques.

Encadré 2. La loi de finances complémentaire et le programme de relance budgétaire de 2009

Pour soutenir les entreprises exportatrices touchées par la crise, les autorités ont pris en décembre 2008 plusieurs mesures temporaires, dont une exemption partielle des cotisations de sécurité sociale, des incitations budgétaires et des garanties de crédit.

Un crédit de 730 millions de dinars (1,4 % du PIB) est inscrit dans la loi de finances complémentaire adoptée en juillet 2009 pour financer pendant cet exercice des dépenses nouvelles en vue notamment d'accélérer les projets d'investissement public et de prendre davantage de mesures directes de soutien.

Le programme de redressement économique comporte les dépenses supplémentaires suivantes :

1. accélération des projets d'investissement : 0,3 % du PIB ;
2. programme d'entretien (dans les secteurs financier, de l'éducation et de la santé) : 0,1 % du PIB ;
3. soutien à l'emploi (stages de formation professionnelle, exemption des cotisations de sécurité sociale et programme spécial de recrutement) : 0,2 % du PIB ;
4. soutien aux exportations (garanties à l'exportation et autres transferts budgétaires aux sociétés de crédit ou d'assurances à l'exportation) : 0,1 % du PIB ;
5. soutien à la restructuration des entreprises : 0,3 % du PIB ;
6. soutien à la production d'énergie (prospection pétrolière et production d'électricité) : 0,2 % du PIB ;
7. développement régional : 0,2 % du PIB

16. **Les autorités poursuivent les réformes sociales.** La réforme de l'assurance santé visant à garantir la viabilité du système a été achevée en 2008. En outre, les autorités préfèrent à l'heure actuelle une politique dynamique de l'emploi à un régime d'assurance chômage qui pourrait nuire à la compétitivité de la Tunisie et à son attrait comme pays d'accueil pour les investissements⁶.

B. Politique monétaire et de change

Informations générales et analyse des services du FMI

17. **Dans le contexte d'un recul de l'inflation et d'une activité faible, une politique monétaire plus accommodante a aidé à soutenir la demande.** Un nouvel assouplissement, le cas échéant, ne devrait être appliqué que progressivement et en coordination avec la politique budgétaire, et devrait prendre en compte les tensions inflationnistes que pourraient engendrer le rebond des cours des produits de base ou l'abondante liquidité. La transmission de la politique monétaire pourrait être renforcée en poursuivant le développement du marché monétaire.

18. **La BCT continue d'assembler les éléments constitutifs d'un cadre de ciblage de l'inflation destiné à la politique monétaire.** Elle a créé un centre dédié aux fondements analytiques du cadre de politique monétaire et a reçu de l'UE une assistance technique dans les domaines de la formation et des logiciels.

19. **Le taux de change de la Tunisie reste dans l'ensemble aligné sur ses fondamentaux et l'évolution du solde courant et de la politique de change est compatible avec la stabilité extérieure (encadré 3).** Les interventions de la BCT des deux côtés du marché des devises ont diminué depuis 2007, sauf en octobre-novembre 2008 lorsque les opérateurs préféraient effectuer leurs transactions par l'intermédiaire de la BCT. La Tunisie devrait normalement continuer d'attirer des capitaux étrangers pour financer un volume d'investissements supérieur à l'épargne intérieure avec un déficit courant viable de l'ordre de 3 % à moyen terme.

Position et intentions des autorités

20. **Les autorités sont prêtes à continuer de desserrer avec prudence la politique monétaire pour soutenir la demande en cas de besoin.** Afin de donner plus d'importance au marché monétaire et de renforcer ses instruments de gestion de la liquidité, la BCT a mis en place en février 2009 deux nouveaux mécanismes pour les dépôts et les emprunts des banques, de sorte que les taux du marché monétaire ont davantage varié à l'intérieur de la fourchette prévue par ces mécanismes. Elle estime que des progrès restent à faire, notamment en développant le marché secondaire des bons du Trésor, en renforçant le rôle des

⁶ Un programme de préretraites pour les fonctionnaires sera lancé afin de pouvoir recruter 5.000 à 7.000 diplômés universitaires. Ce programme permettrait aussi d'améliorer la prestation des services publics.

compagnies d'assurances et en émettant des titres de créance accessibles aux investisseurs étrangers.

21. **Les autorités poursuivront les travaux préparatoires du cadre de ciblage de l'inflation.** À cet égard, elles accueilleront avec satisfaction le soutien technique des services du FMI pour aider le nouveau centre d'analyse financière et économique à mettre au point ses bases de données et à renforcer ses compétences pratiques.

22. **Les autorités ont réaffirmé leur objectif de laisser flotter librement le taux de change à moyen terme.** Elles ont noté que les interventions de la BCT sur le marché des changes répondaient à des fins de gestion de la liquidité et diminuaient avec l'assouplissement des restrictions afférentes aux comptes de capital et des transactions courantes. Cette tendance se poursuivra à mesure que ce pays continuera de libéraliser son compte de capital. Elles ont aussi souligné que le taux de change de la Tunisie était plus stable que celui d'autres économies émergentes plus touchées par la crise financière.

C. Problématique du secteur financier

Informations générales et analyse des services du FMI

23. **Les indicateurs de solidité bancaire ont continué de s'améliorer en 2008, mais le niveau des créances improductives demeure assez élevé, requérant** des provisions supplémentaires, ce qui nuit à la rentabilité et au développement des banques. Poursuivant leur tendance récente, l'activité, la liquidité et la rentabilité des banques ont augmenté en 2008, le ratio créances improductives/total des prêts a reculé et le provisionnement s'est amélioré. Si les nouvelles créances improductives liées à la récente expansion du crédit semblent très faibles, le stock d'anciennes créances n'a guère diminué. Les situations sont très différentes selon les banques : beaucoup pourront certes atteindre l'objectif des autorités en matière de provisionnement (70 %) d'ici à la fin de 2009, mais certaines d'entre elles auront besoin d'une nouvelle recapitalisation.

24. **À en juger par le passé et l'expérience internationale, le système bancaire peut être fragilisé par l'actuel ralentissement de l'économie.** La crise du tourisme de 2002 s'est traduite par une forte augmentation des créances improductives, qui n'est pas encore résorbée. Dans le contexte de l'actuelle crise mondiale et de son impact sur la Tunisie, il est impératif de procéder à des tests de résistance complets et détaillés qui donneront de nouvelles informations sur les facteurs de vulnérabilité potentiels et la nécessité éventuellement de renforcer les mesures permettant de les réduire. Les services du FMI sont prêts à fournir une assistance dans ce domaine.

Encadré 3. Évaluation du niveau du taux de change

Selon les résultats obtenus avec la méthodologie du GCTC¹, le niveau actuel du taux de change effectif réel (TCER) est dans l'ensemble conforme aux fondamentaux.

- si on utilise le *solde macroéconomique* (SM) du GCTC, le TCER est très légèrement sous-évalué (1,2 %).
- L'approche de la *viabilité extérieure* (VE) indique une sous-évaluation de 4,7 %.
- La Tunisie ne figure pas dans l'échantillon utilisé par le GCTC pour son approche du *taux de change effectif réel d'équilibre* (TCERE).

Évaluation du taux de change à l'aide d'estimations de panel du GCTC
(En pourcentage)

| | Solde courant sous-jacent 1/ | Solde cour. : norme | Désalignement du TCER |
|-------------|------------------------------|---------------------|-----------------------|
| Approche SM | -3.1 | -3.5 | -1.2 |
| Approche VE | -3.1 | -5.3 | -4.7 |

1/ Ajusté pour tenir compte des variations du taux de change.
Surévaluation (+) ; sous-évaluation (-)

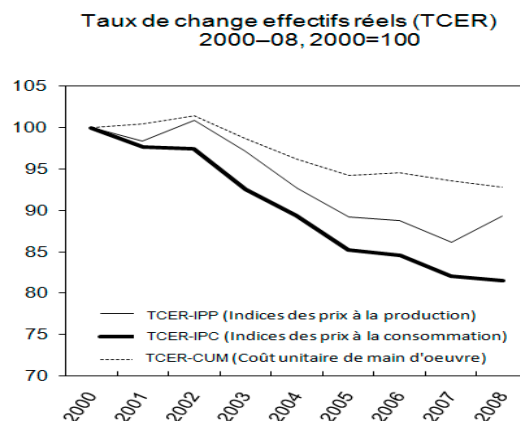
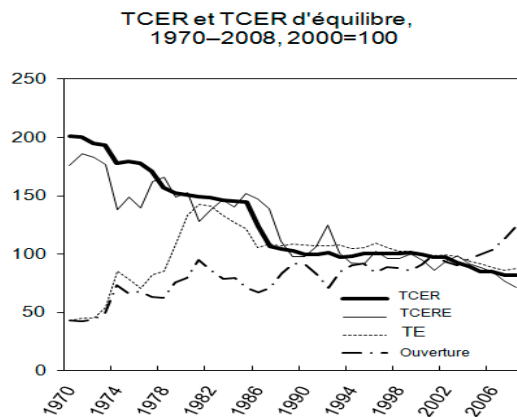
Pour compléter l'étude, une relation de cointégration a été estimée pour la Tunisie. Le taux de change effectif réel d'équilibre est alors déterminé en fonction de la productivité de la main d'œuvre par rapport aux partenaires commerciaux (prod), des termes de l'échange (tt) et de l'ouverture commerciale (open) :

$$TCER^* = 7,36 + 1,67 \text{ prod} + 0,26 \text{ tt} - 0,91 \text{ open}$$

(23,4) (8,5) (3,6) (-10,5)

Cette approche indique une légère sous-évaluation de 3,9 % pour 2008, conformément aux estimations établies selon l'approche du GCTC.

Cette analyse donne à penser que la dépréciation du TCER ces cinq dernières années cadre avec une dépréciation du taux de change réel d'équilibre imputable à une plus grande ouverture et à une dégradation des termes de l'échange qui font plus que compenser l'effet Balassa-Samuelson d'une augmentation des gains de productivité par rapport aux partenaires commerciaux. D'autres mesures du TCER (sur la base des coûts unitaires de main d'œuvre ou d'un indice des prix à la production) font ressortir une légère amélioration de la compétitivité ces dernières années.



1/ Voir : www.imf.org/external/pp/longres.aspx?id=3957.

Indicateurs de solidité des banques commerciales^{1/}

(En pourcentage)

| | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 ^{2/} |
|--|------|------|------|------|------|--------------------|
| Ratio de fonds propres ^{3/} | 9,3 | 11,6 | 12,4 | 11,8 | 11,6 | 11,7 |
| Banques privées | 8,4 | 12,4 | 13,5 | 12,1 | 9,7 | 11,0 |
| Banques publiques | 10,8 | 10,1 | 10,0 | 9,3 | 9,9 | 9,6 |
| Anciennes banques de développement | 54,3 | 55,3 | 50,3 | 46,0 | 38,5 | 36,2 |
| Créances classées (en pourcentage du total des créances) | 24,2 | 23,6 | 20,9 | 19,3 | 17,6 | 15,5 |
| Banques privées | 21,6 | 20,4 | 20,0 | 19,0 | 18,1 | 15,3 |
| Banques publiques | 26,7 | 27,4 | 22,1 | 19,7 | 17,3 | 15,9 |
| Anciennes banques de développement | 29,6 | 21,5 | 21,0 | 19,6 | 16,0 | 15,0 |
| Provisionnement (en pourcentage des créances classées) | 44,1 | 45,1 | 46,8 | 49,0 | 53,2 | 56,8 |
| Banques privées | 39,9 | 43,5 | 45,9 | 48,4 | 52,0 | 55,0 |
| Banques publiques | 46,2 | 47,6 | 49,1 | 50,2 | 55,0 | 58,1 |
| Anciennes banques de développement | 62,3 | 23,0 | 28,5 | 42,9 | 48,1 | 63,1 |
| Rendement des actifs | 0,5 | 0,5 | 0,6 | 0,7 | 0,9 | 1,0 |
| Rendement des fonds propres | 4,6 | 4,8 | 5,9 | 7,0 | 10,1 | 11,2 |

Source : Autorités tunisiennes.

1/ Les comparaisons internationales des ratios de fonds propres doivent être interprétées avec prudence car les méthodes de calcul peuvent varier d'un pays à l'autre. Dans le cas de la Tunisie les normes internationales de classement des créances improductives sont strictement observées.

2/ Chiffres préliminaires.

3/ Avant 2006, le ratio moyen de fonds propres ne couvre que les banques publiques et les banques privées.

25. Il pourrait être utile d'aborder le contrôle bancaire dans une optique plus prospective, notamment dans la perspective de Bâle II. L'attention méticuleuse prêtée par les autorités aux créances improductives et au provisionnement concerne les risques de crédit qui se sont déjà concrétisés. La norme de fonds propres, qui reste néanmoins en deçà de son niveau de 2005 malgré la légère amélioration de 2008, mesure la capacité des banques à surmonter les risques éventuels. Bâle II imposera des conditions plus rigoureuses en matière de couverture des risques opérationnels, ainsi que de crédit et de marché, aussi pourrait-il être nécessaire de renforcer encore les normes de fonds propres.

Position et intentions des autorités

26. Les autorités, qui ont souligné les résultats importants obtenus dans le renforcement du secteur bancaire, souhaitent continuer de réaliser régulièrement des progrès dans ce domaine. En fixant des objectifs clairs pour les créances improductives et le provisionnement d'ici à la fin de 2009 (15 et 70 %, respectivement, dans le contexte de leur stratégie à long terme), elles ont incité toutes les parties à prendre les devants, ce qui a permis de limiter les nouvelles créances improductives. En utilisant efficacement les bases de données sur les risques de crédit, les banques ont pu améliorer leur capacité d'évaluation des risques ; par ailleurs, les règles prudentielles imposées en matière de gouvernance et de

contrôle de la distribution du crédit ont été renforcées et la mise en œuvre des plans d'action convenus pour les banques en difficulté fait l'objet d'un suivi étroit. Les autorités ont encouragé le plafonnement des distributions de dividendes et des augmentations de fonds propres et, comme il l'a montré une fois de plus au début de 2009, le gouvernement a toujours été prêt à injecter des capitaux dans les banques publiques. Les autorités fixeront de nouveaux objectifs à moyen terme afin de poursuivre les réformes, en engageant notamment des actions plus résolues en vue de réduire le stock actuel de créances improductives. En outre, elles favoriseront une amélioration des services bancaires, y compris en centralisant les ressources logistiques et techniques.

27. **Les autorités estiment que le système bancaire de la Tunisie n'est pas exposé à de graves facteurs de vulnérabilité.** Elles ont procédé à des tests de résistance sur la base des crises subies par le passé par les principaux secteurs de l'économie afin d'évaluer le supplément de provisions à constituer dans de tels cas. Dans le cadre d'un scénario cumulant ces chocs, le ratio de créances improductives ne dépasse pas son niveau record de 2003 et les autorités sont convaincues que les actionnaires des banques (publiques ou privées) les plus touchées couvriraient facilement les besoins de recapitalisation. Elles ont en outre souligné le niveau très limité des engagements des banques tunisiennes dans les secteurs les plus pénalisés jusqu'à présent par la crise mondiale (entreprises exportatrices installées en zone franche).

28. **Les autorités reconnaissent qu'une approche plus prospective pour la gestion des risques s'impose.** Elles ont indiqué que les travaux préparatoires pour Bâle II étaient achevés, mais que sa mise en application n'était pas encore totalement planifiée. Elles ont noté que la transparence du secteur s'est améliorée avec la publication des principaux indicateurs par les banques.

D. Autres questions

Informations générales et analyse des services du FMI

29. **La Tunisie poursuit la politique d'ouverture de son économie.** Des négociations bilatérales sont en cours avec l'UE pour étendre l'Accord d'association aux services. La Tunisie est aussi activement engagée dans le processus d'intégration du Maghreb et a signé un accord commercial préférentiel avec l'Algérie en décembre 2008.

30. **À l'heure actuelle, la Tunisie applique des politiques visant à améliorer le climat des affaires et met en place le «port financier de Tunis».** Les formalités de création des entreprises ont été sensiblement simplifiées l'an dernier suite à l'entrée en vigueur de la loi de 2007 relative à l'initiative économique. L'actualisation des procédures douanières, qui s'est traduite par une réduction des délais, doit normalement se poursuivre avec le nouveau code des douanes qui a pris effet en janvier 2009. Dans le cadre du projet de port financier de Tunis, les autorités ont préparé un projet de loi qui vise à harmoniser la prestation des

services financiers territoriaux et extraterritoriaux tout en respectant les normes internationales.

Position et intentions des autorités

31. **Les autorités ont souligné les actions résolues qu'elles ont engagées pour ouvrir progressivement l'économie tunisienne malgré le contexte mondial actuellement défavorable.** Elles prévoient de réaménager le cadre des services afin d'en améliorer la compétitivité avant de les laisser affronter les marchés internationaux.

32. **Les autorités jugent capital d'augmenter sensiblement l'investissement privé afin de réaliser des gains de productivité durables.** Elles ont l'intention de continuer d'améliorer le climat des affaires et la compétitivité dans le cadre de deux nouveaux programmes financés par la Banque mondiale et la Banque africaine de développement. Elles anticipent que l'entrée en activité de l'aéroport d'Enfidha et du port en eau profonde renforceront l'appui logistique au commerce international.

IV. ÉVALUATION PAR LES SERVICES DU FMI

33. **La Tunisie a relativement bien amorti jusqu'à présent l'impact de la crise mondiale; cependant elle fait toujours face à des risques de dégradation de la situation et les autorités seront confrontées à des défis.** Dépendant fortement de l'Europe pour sa demande extérieure et l'IDE, la Tunisie a enregistré une chute de ses exportations à la fin de 2008, mais les recettes touristiques et les envois de fonds de l'étranger ont été robustes. Grâce aux politiques saines appliquées au fil des ans, la Tunisie affronte la crise avec des fondamentaux solides et peut se permettre de prendre des mesures budgétaires et monétaires de relance à court terme pour soutenir la demande. Le système financier n'a pas été touché par la crise mondiale, mais le volume des créances improductives demeure relativement élevé. Il se peut que la croissance atteigne 3 % en 2009 et s'accélère progressivement à mesure que la crise mondiale s'atténuera; toutefois, il existe des risques sensibles de dégradation de la situation liés à la transmission de la récession en Europe et au rythme auquel la relance budgétaire fera sentir ses effets. Le chômage resterait alors à un niveau relativement élevé, surtout parmi les jeunes.

34. **Les services du FMI appuient la politique temporaire de relance budgétaire adoptée par les autorités pour atténuer les répercussions de la crise mondiale.** Pour des raisons d'efficacité, il faudrait la mettre en œuvre rapidement en ciblant bien les dépenses supplémentaires. Les services du FMI encouragent les autorités à envisager la possibilité de prolonger cette relance en 2010, les perspectives anticipées dans les pays partenaires étant toujours fragiles.

35. **Les services du FMI saluent la détermination des autorités de reprendre l'assainissement des finances publiques une fois que la croissance se raffermira et de replacer le ratio dette publique/PIB (proche actuellement du ratio médian d'un groupe des**

pays émergents similaires) sur une trajectoire orientée à la baisse. Il serait capital à cet égard de réduire les subventions, en continuant de mettre en œuvre efficacement le nouveau mécanisme d'ajustement des prix des produits pétroliers et en trouvant un dispositif mieux ciblé pour soutenir les couches pauvres de la population. Une réforme des retraites devrait également être lancée en temps voulu pour éviter d'alourdir ultérieurement le budget.

36. **L'orientation que donne la BCT à la politique monétaire est appropriée, avec le desserrement prudent en 2009 pour accommoder un soutien de la demande.** Cette politique devrait être étroitement coordonnée avec la politique budgétaire pour que la réaction intervienne à point nommé. Un nouveau desserrement, si nécessaire, ne devrait cependant être envisagé que progressivement, en tenant compte d'un éventuel retour des tensions inflationniste et des risques de dégradation des indicateurs prudentiels du système bancaire.

37. **Les services du FMI encouragent les autorités à continuer d'assembler les éléments constitutifs du cadre de ciblage de l'inflation prévu.** Il conviendrait d'intensifier les efforts pour mettre au point les fondements analytiques et techniques de ce cadre de politique monétaire. Il faudrait aussi continuer d'améliorer la transmission de la politique monétaire, y compris en développant le marché secondaire des bons du Trésor, en renforçant le rôle des compagnies d'assurances et en émettant des titres de créances accessibles aux investisseurs étrangers.

38. **Le taux de change demeure dans l'ensemble aligné sur ses fondamentaux et les politiques des autorités sont compatibles avec la stabilité extérieure.** La politique de change devrait rester ancrée sur l'objectif à moyen terme de taux de change flottant librement.

39. **Les indicateurs prudentiels ont continué à s'améliorer, mais le volume des créances improductives demeure relativement élevé.** Si l'on est parvenu à éviter l'apparition de nouvelles créances improductives, il conviendrait de déployer des efforts résolus pour réduire le stock plus ancien de ces créances afin de renforcer encore la solidité du système bancaire, compte tenu en particulier de l'ouverture progressive du compte de capital. Les situations sont très différentes selon les banques, qui continueront de nécessiter un suivi étroit. Les services du FMI soutiennent les projets des autorités de continuer de rehausser la qualité des services bancaires.

40. **Il faudrait continuer d'adapter les cadres réglementaires et de contrôle à l'évolution du secteur financier.** Il sera utile d'aborder le contrôle bancaire dans une optique plus prospective, notamment dans la perspective de Bâle II. Il est nécessaire de procéder à des tests de résistance systématiques et complets pour mieux évaluer les facteurs de vulnérabilité potentiels du système bancaire et préparer les plans d'action conjoncturelle qui s'imposent.

41. **Les services du FMI saluent la démarche pragmatique et résolue suivie par la Tunisie dans le domaine de l'intégration commerciale et financière, malgré l'environnement mondial actuellement dégradé.** Les négociations avec l'UE en vue d'étendre l'accord d'association aux services pourraient servir de point d'ancrage majeur pour une réorganisation et une libéralisation progressives du secteur des services. Il y a lieu de se féliciter de la participation active de la Tunisie à l'effort d'intégration régionale. Il conviendrait d'empêcher tout détournement des courants d'échanges et de renforcer la diversification géographique par une compression des tarifs bénéficiant de la clause de la nation la plus favorisée. Les services du FMI saluent également l'amélioration ininterrompue du climat des affaires grâce aux réformes de l'administration fiscale et douanière en cours et aux programmes actuellement appuyés par les IFI.

42. Il est proposé que les prochaines consultations au titre de l'article IV se tiennent selon le cycle normal de 12 mois.

Tableau 1. Tunisie : principaux indicateurs économiques et financiers, 2006-14

| | 2006 | 2007 | Prél. 2008 | Projections | | | | | |
|--|--------|--------|---------------|-------------|--------|--------|--------|--------|--------|
| | | | | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 |
| Production et revenus (variation en pourcentage) | | | | | | | | | |
| PIB nominal | 9.6 | 10.2 | 10.3 | 6.8 | 6.4 | 7.9 | 8.4 | 8.5 | 9.0 |
| PIB réel | 5.3 | 6.3 | 4.6 | 3.0 | 4.0 | 5.0 | 5.6 | 5.8 | 6.0 |
| Déflateur du PIB | 4.1 | 3.6 | 5.4 | 3.7 | 2.3 | 2.8 | 2.6 | 2.6 | 2.8 |
| Indice des prix à la consommation (IPC), moyenne | 4.5 | 3.1 | 5.0 | 3.5 | 3.4 | 3.3 | 3.2 | 3.1 | 3.0 |
| Épargne nationale brute (en % du PIB) | 22.6 | 23.2 | 23.3 | 22.5 | 24.0 | 23.9 | 24.0 | 24.2 | 24.5 |
| Investissement brut (en % du PIB) | 24.6 | 25.7 | 27.5 | 25.7 | 26.6 | 26.9 | 27.1 | 27.3 | 27.6 |
| Secteur extérieur (variation en %e) | | | | | | | | | |
| Exportations de biens, f.à.b. (en \$) | 9.9 | 29.6 | 26.6 | -21.5 | 5.8 | 6.9 | 6.3 | 6.4 | 9.0 |
| Importations de biens, f.à.b. (en \$) | 12.8 | 26.9 | 28.7 | -21.4 | 8.2 | 7.5 | 7.0 | 6.7 | 8.7 |
| Exportations de biens, f.à.b. (volume) | 6.3 | 15.5 | 4.1 | -3.8 | 3.5 | 4.0 | 4.2 | 4.4 | 4.9 |
| Importations de biens, f.à.b. (volume) | 5.1 | 10.9 | 6.8 | 0.1 | 3.7 | 3.4 | 3.4 | 3.4 | 3.4 |
| Balance commerciale (en % du PIB) | -8.1 | -8.1 | -9.8 | -8.2 | -9.3 | -9.7 | -10.0 | -10.1 | -10.2 |
| Solde courant, dons exclus (en % du PIB) | -2.0 | -2.5 | -4.2 | -3.3 | -2.6 | -3.0 | -3.1 | -3.1 | -3.1 |
| Investissement direct étranger (en % du PIB) | 10.4 | 6.2 | 5.8 | 3.1 | 3.2 | 3.4 | 3.5 | 3.8 | 4.0 |
| Termes de l'échange (détérioration -) | -3.6 | -1.9 | 1.0 | 3.9 | -2.1 | -1.2 | -1.3 | -1.3 | -1.2 |
| Taux de change effectif réel (dépréciation -) 1/ | -0.8 | -2.8 | -0.9 | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| Administration centrale (% du PIB, sauf indication contraire) 2/ | | | | | | | | | |
| Recettes totales, dons et produit des privatisations exclus | 23.4 | 23.8 | 26.2 | 23.7 | 23.3 | 23.2 | 23.0 | 22.8 | 22.7 |
| Dépenses totales et prêts nets | 26.5 | 26.7 | 27.3 | 27.5 | 27.0 | 26.2 | 25.9 | 25.7 | 25.5 |
| Solde de l'administration centrale, dons et produit des privatisations exclus | -3.0 | -2.9 | -1.2 | -3.8 | -3.8 | -3.0 | -3.0 | -2.9 | -2.8 |
| Solde de l'administration centrale, dons inclus, hors produit des privatisations | -2.9 | -2.8 | -0.8 | -3.6 | -3.6 | -2.9 | -2.9 | -2.8 | -2.8 |
| Dette publique totale (extérieure et intérieure) | 53.7 | 50.0 | 47.5 | 48.7 | 49.0 | 48.0 | 47.4 | 46.7 | 45.8 |
| Dette publique en devises (% de la dette totale) | 59.8 | 58.3 | 60.8 | 58.0 | 56.6 | 54.1 | 51.4 | 48.8 | 46.1 |
| Monnaie et crédit (variation en %) | | | | | | | | | |
| Crédit à l'économie | 6.6 | 9.7 | 13.5 | 8.0 | ... | ... | ... | ... | ... |
| Monnaie au sens large (M3) 3/ | 11.4 | 12.5 | 14.4 | 10.9 | ... | ... | ... | ... | ... |
| Vitesse de circulation (PIB/M3) | 1.56 | 1.53 | 1.47 | 1.42 | ... | ... | ... | ... | ... |
| Taux d'intérêt (taux du marché monétaire, en %, f.d.p.) 4/ | 5.33 | 5.10 | 5.19 | 4.30 | ... | ... | ... | ... | ... |
| Réserves officielles | | | | | | | | | |
| Réserves officielles brutes (milliards de \$, f.d.p.) 5/ | 6.8 | 7.9 | 9.0 | 9.7 | 11.0 | 12.0 | 13.2 | 14.5 | 16.2 |
| En mois d'importations de biens et services, c.a.f. | 5.0 | 4.6 | 4.1 | 5.6 | 5.9 | 6.0 | 6.2 | 6.4 | 6.6 |
| Dette extérieure totale | | | | | | | | | |
| Dette extérieure (milliards de \$) | 18.5 | 20.1 | 20.6 | 20.5 | 21.1 | 21.6 | 22.4 | 23.1 | 24.0 |
| Dette extérieure (en % du PIB) | 58.1 | 53.9 | 53.7 | 52.5 | 52.3 | 50.5 | 48.9 | 47.2 | 45.8 |
| Ratio du service de la dette (% des exportation de biens et services, NCR) | 18.6 | 13.3 | 8.8 | 11.2 | 9.5 | 10.7 | 9.5 | 8.6 | 8.3 |
| Indicateurs du marché financier | | | | | | | | | |
| Indice boursier 6/ | 2,331 | 2,614 | 2,892 | 3,589 | ... | ... | ... | ... | ... |
| Pour mémoire : | | | | | | | | | |
| PIB aux prix courants (millions de DT) | 41,408 | 45,629 | 50,325 | 53,727 | 57,153 | 61,692 | 66,887 | 72,578 | 79,093 |
| PIB aux prix courants (millions de \$) | 31.9 | 37.4 | 38.4 | 39.0 | 40.5 | 42.9 | 45.7 | 48.9 | 52.4 |
| PIB par habitant (\$) | 3,152 | 3,656 | 3,720 | 3,744 | 3,841 | 4,031 | 4,258 | 4,505 | 4,785 |
| Taux de chômage (%) | 14.3 | 14.1 | 14.2 | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| Population (millions) | 10.1 | 10.2 | 10.3 | 10.4 | 10.5 | 10.6 | 10.7 | 10.8 | 11.0 |
| Taux de change : dinar/\$ (moyenne) | 1.33 | 1.28 | 1.23 | ... | ... | ... | ... | ... | ... |

Sources : autorités tunisiennes; estimations et projections des services du FMI.

1/ Système des avis d'information.

2/ À l'exclusion des comptes de la sécurité sociale.

3/ Système financier (institutions de dépôts et banques de développement).

4/ Le taux pour 2008 est le taux moyen de décembre et le taux pour 2009 est celui d'avril.

5/ Réserves en fin d'année/importations de biens et services de l'année courante.

6/ TUNINDEX. (1000 = 1/4/1998). Les données de 2008 sont du 13 juillet.

Tableau 2. Tunisie : balance des paiements, 2006–14

(millions de dollars EU, sauf indication contraire)

| | 2006 | 2007 | Prél. | Projections | | | | | |
|--|---------|---------|---------|-------------|---------|---------|---------|---------|---------|
| | | | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 |
| Solde des transactions courantes | -620 | -904 | -1,718 | -1,285 | -1,061 | -1,300 | -1,432 | -1,544 | -1,646 |
| Balance commerciale | -2,513 | -2,876 | -4,010 | -3,179 | -3,814 | -4,203 | -4,604 | -4,975 | -5,366 |
| Exportations | 11,689 | 15,148 | 19,183 | 15,060 | 15,929 | 17,029 | 18,110 | 19,263 | 20,992 |
| Énergie | 1,516 | 2,449 | 3,311 | 2,271 | 3,037 | 3,307 | 3,534 | 3,744 | 3,970 |
| Hors énergie | 10,173 | 12,699 | 15,872 | 12,789 | 12,892 | 13,722 | 14,576 | 15,520 | 17,022 |
| Importations | -14,202 | -18,024 | -23,194 | -18,239 | -19,743 | -21,232 | -22,714 | -24,238 | -26,358 |
| Énergie | -2,148 | -2,343 | -3,988 | -2,114 | -2,683 | -2,902 | -3,076 | -3,230 | -3,391 |
| Hors énergie | -12,054 | -15,681 | -19,206 | -16,125 | -17,060 | -18,330 | -19,638 | -21,008 | -22,966 |
| <i>dont</i> : non alimentaires | -11,061 | -14,087 | -17,095 | -14,455 | -15,319 | -16,464 | -17,690 | -18,976 | -20,858 |
| Services et transferts (net) | 1,894 | 1,972 | 2,292 | 1,895 | 2,753 | 2,902 | 3,172 | 3,431 | 3,720 |
| Hors revenus des facteurs | 1,924 | 2,203 | 2,710 | 2,255 | 2,289 | 2,424 | 2,594 | 2,786 | 3,124 |
| <i>dont</i> : tourisme | 2,123 | 2,402 | 2,751 | 2,509 | 2,559 | 2,677 | 2,834 | 3,015 | 3,257 |
| Services, revenus des facteurs compris, et transferts (net) | -30 | -231 | -418 | -360 | 464 | 479 | 578 | 645 | 596 |
| <i>dont</i> : envois de fonds des travailleurs émigrés | 1,510 | 1,716 | 1,937 | 1,793 | 1,829 | 1,875 | 1,944 | 2,030 | 2,150 |
| paiements d'intérêts sur la dette extérieure | -698 | -731 | -742 | -657 | -574 | -592 | -579 | -596 | -609 |
| Comptes de capital et d'opérations financières | 2,705 | 1,610 | 3,327 | 1,516 | 2,453 | 2,261 | 2,625 | 2,881 | 3,266 |
| Dons exclus | 2,556 | 1,465 | 3,230 | 1,394 | 2,332 | 2,191 | 2,556 | 2,814 | 3,199 |
| Compte de capital | 145 | 140 | 91 | 117 | 116 | 65 | 64 | 63 | 62 |
| Compte d'opérations financières | 2,560 | 1,470 | 3,236 | 1,399 | 2,337 | 2,196 | 2,561 | 2,819 | 3,204 |
| Investissement direct étranger (net) | 3,305 | 1,545 | 2,336 | 1,287 | 1,364 | 1,526 | 1,686 | 1,946 | 2,181 |
| Prêts à moyen et à long terme (net) | -789 | -226 | -9 | -4 | 559 | 225 | 406 | 372 | 313 |
| Décaissements | 1,458 | 1,683 | 1,416 | 1,553 | 1,954 | 2,005 | 2,066 | 1,931 | 1,976 |
| Amortissement | -2,247 | -1,910 | -1,425 | -1,557 | -1,396 | -1,780 | -1,660 | -1,559 | -1,664 |
| Capitaux à court terme | 44 | 151 | 909 | 116 | 414 | 446 | 469 | 501 | 710 |
| Erreurs et omissions | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Solde global | 2,086 | 706 | 1,609 | 231 | 1,392 | 961 | 1,193 | 1,337 | 1,620 |
| Variations des réserves brutes 1/ | -2,364 | -1,148 | -1,027 | -713 | -1,323 | -953 | -1,209 | -1,355 | -1,633 |
| Pour mémoire : | | | | | | | | | |
| Solde des transactions courantes/PIB (en %) | -2.0 | -2.5 | -4.2 | -3.3 | -2.6 | -3.0 | -3.1 | -3.1 | -3.1 |
| Réserves (milliards de \$) | 6.8 | 7.9 | 9.0 | 9.7 | 11.0 | 12.0 | 13.2 | 14.5 | 16.2 |
| Réserves en mois d'importations de biens 2/ | 5.4 | 5.0 | 4.4 | 6.0 | 6.3 | 6.4 | 6.6 | 6.8 | 6.9 |
| Réserves en mois d'importations de biens et de services 2/ | 5.0 | 4.6 | 4.1 | 5.6 | 5.9 | 6.0 | 6.2 | 6.4 | 6.6 |
| Réserves/dette extérieure totale à court terme (%) 3/ | 202.2 | 199.2 | 207.2 | 228.5 | 242.5 | 244.2 | 249.1 | 254.8 | ... |
| Hors dépôts des non-résidents | 398.7 | 427.0 | 462.1 | 432.8 | 458.9 | 461.2 | 467.3 | 473.4 | ... |
| Réserves/dette à court terme (sur la base de l'échéance résiduelle) (en %) | 136.7 | 146.4 | 150.3 | 171.2 | 173.7 | 181.9 | 192.0 | 254.8 | ... |
| Hors dépôts des non-résidents | 184.6 | 222.3 | 273.3 | 255.0 | 291.1 | 274.3 | 294.9 | 314.6 | ... |
| Dette extérieure à moyen et à long terme (milliards de \$) | 15.2 | 16.2 | 16.3 | 16.3 | 16.6 | 16.7 | 17.1 | 17.4 | 17.7 |
| Dette extérieure à moyen et à long terme /PIB (en %) | 47.5 | 43.2 | 42.4 | 41.7 | 41.1 | 39.0 | 37.3 | 35.5 | 33.8 |
| Dette extérieure à court terme (milliards de \$) | 3.4 | 4.0 | 4.3 | 4.2 | 4.5 | 4.9 | 5.3 | 5.7 | 6.3 |
| Dette extérieure à court terme/PIB (en %) | 10.5 | 10.7 | 11.3 | 10.8 | 11.2 | 11.4 | 11.5 | 11.7 | 12.0 |
| Ratio du service de la dette (en % des export. de B&S, FMI comp) | 18.6 | 13.3 | 8.8 | 11.2 | 9.5 | 10.7 | 9.5 | 8.6 | 8.3 |
| Croissance réelle des exportations de biens (en %) | 6.3 | 15.5 | 4.1 | -3.8 | 3.5 | 4.0 | 4.2 | 4.4 | 4.9 |
| Hors énergie | 8.7 | 11.2 | 5.0 | -6.2 | 2.4 | 4.0 | 4.1 | 4.4 | 5.0 |
| Croissance réelle des importations de biens (en %) | 5.1 | 10.9 | 6.8 | 0.1 | 3.7 | 3.4 | 3.4 | 3.4 | 3.4 |
| Hors énergie | 5.6 | 12.7 | 5.8 | 2.1 | 3.7 | 3.4 | 3.4 | 3.4 | 3.4 |

Sources : autorités tunisiennes; estimations et projections des services du FMI.

1/ Différent du solde global à cause des effets de valorisation.

2/ Réserves en fin d'année/importations de l'année courante.

3/ Court terme = 1 an maximum.

Tableau 3. Tunisie : opérations financières de l'administration centrale, 2006-14 1/

| | 2006 | 2007 | Prél. | Projections | | | | | |
|--|---------|---------|---------|-------------|----------|---------|---------|---------|--------|
| | | | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 |
| (millions de dinars) | | | | | | | | | |
| Total recettes et dons et produit des privatisations | 12,756 | 11,293 | 13,499 | 12,915 | 13,465 | 14,488 | 15,510 | 16,682 | 18,071 |
| Total recettes | 9,708 | 10,866 | 13,161 | 12,745 | 13,294 | 14,336 | 15,358 | 16,530 | 17,919 |
| Recettes fiscales | 8,470 | 9,508 | 11,321 | 10,516 | 11,770 | 12,733 | 13,756 | 14,861 | 16,185 |
| Impôts directs | 3,107 | 3,698 | 4,561 | 4,094 | 4,835 | 5,200 | 5,572 | 5,977 | 6,426 |
| Taxes commerciales | 490 | 514 | 585 | 470 | 509 | 558 | 608 | 661 | 733 |
| TVA | 2,466 | 2,661 | 3,309 | 3,130 | 3,432 | 3,733 | 4,057 | 4,405 | 4,844 |
| Intérieure | 1,252 | 1,346 | 1,628 | 1,600 | 1,767 | 1,908 | 2,068 | 2,244 | 2,446 |
| Importations | 1,214 | 1,314 | 1,682 | 1,530 | 1,665 | 1,825 | 1,989 | 2,161 | 2,399 |
| Impôts indirects | 1,255 | 1,362 | 1,465 | 1,440 | 1,588 | 1,724 | 1,872 | 2,032 | 2,230 |
| Intérieurs | 759 | 824 | 884 | 895 | 1,003 | 1,083 | 1,174 | 1,274 | 1,389 |
| Importations | 496 | 538 | 581 | 545 | 584 | 641 | 698 | 758 | 842 |
| Autres taxes | 1,153 | 1,274 | 1,402 | 1,382 | 1,405 | 1,518 | 1,647 | 1,787 | 1,951 |
| Intérieures | 1,066 | 1,176 | 1,283 | 1,294 | 1,285 | 1,387 | 1,504 | 1,632 | 1,779 |
| Importations | 87 | 98 | 119 | 88 | 119 | 131 | 142 | 155 | 172 |
| Recettes non fiscales | 1,232 | 1,352 | 1,832 | 2,222 | 1,525 | 1,603 | 1,602 | 1,668 | 1,735 |
| Revenus du capital | 6 | 5 | 8 | 7 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total des dépenses et prêts nets | 10,968 | 12,197 | 13,754 | 14,767 | 15,448 | 16,174 | 17,353 | 18,620 | 20,159 |
| Total des dépenses | 10,856 | 11,842 | 13,707 | 14,682 | 15,362 | 16,089 | 17,268 | 18,535 | 20,073 |
| Dépenses courantes | 8,317 | 9,165 | 10,497 | 10,750 | 11,182 | 11,824 | 12,643 | 13,517 | 14,526 |
| Traitements et salaires | 4,901 | 5,297 | 5,733 | 6,296 | 6,641 | 7,106 | 7,638 | 8,215 | 8,874 |
| Biens et services | 744 | 790 | 881 | 860 | 971 | 1,049 | 1,271 | 1,451 | 1,661 |
| Paiements d'intérêts | 1,130 | 1,182 | 1,143 | 1,255 | 1,308 | 1,421 | 1,493 | 1,630 | 1,764 |
| Intérieurs | 499 | 582 | 563 | 640 | 750 | 831 | 929 | 1,053 | 1,186 |
| Extérieurs | 631 | 600 | 579 | 615 | 559 | 590 | 564 | 577 | 578 |
| Transferts et subventions | 1,542 | 1,896 | 2,740 | 2,162 | 2,262 | 2,248 | 2,242 | 2,220 | 2,228 |
| CGC | 307 | 668 | 1,048 | 800 | 850 | 886 | 924 | 961 | 1,000 |
| Subventions pétrolières | 500 | 450 | 806 | 430 | 430 | 400 | 370 | 340 | 310 |
| Autres | 736 | 778 | 886 | 932 | 982 | 962 | 948 | 918 | 918 |
| Autres dépenses (non allouées) | 0 | 0 | 0 | 178 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Dépenses en capital | 2,539 | 2,677 | 3,210 | 3,931 | 4,180 | 4,265 | 4,624 | 5,018 | 5,547 |
| Investissements directs | 1,412 | 1,413 | 1,567 | 1,915 | 2,351 | 2,291 | 2,484 | 2,695 | 3,016 |
| Transferts de capital et participations | 1,127 | 1,264 | 1,643 | 1,679 | 1,829 | 1,974 | 2,140 | 2,322 | 2,531 |
| Autres dépenses (non allouées) | 0 | 0 | 0 | 338 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Prêts nets | 112 | 355 | 47 | 85 | 85 | 85 | 85 | 85 | 85 |
| Déficit de l'administration centrale (-) (hors dons et produit des privatisations) | -1,260 | -1,332 | -593 | -2,022 | -2,153 | -1,838 | -1,995 | -2,090 | -2,239 |
| Dons | 48 | 36 | 192 | 70 | 70 | 52 | 52 | 52 | 52 |
| Produit des privatisations 2/ | 3,000 | 391 | 147 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| Déficit de l'administration centrale (-) (dons et produit des privatisations inclus) | 1,788 | -904 | -255 | -1,852 | -1,983 | -1,687 | -1,843 | -1,938 | -2,088 |
| Financement | -1,788 | 904 | 255 | 1,852 | 1,983 | 1,687 | 1,843 | 1,938 | 2,088 |
| Extérieur | -1,222 | -429 | 150 | 0 | 486 | -54 | 126 | 1 | -81 |
| Intérieur | -566 | 1,333 | 105 | 1,852 | 1,497 | 1,741 | 1,718 | 1,937 | 2,169 |
| Pour mémoire : | | | | | | | | | |
| Solde de l'administration centrale (dons inclus, hors produit des privatisations) | -1,212 | -1,296 | -402 | -1,952 | -2,083 | -1,787 | -1,943 | -2,038 | -2,188 |
| Solde primaire de l'administration centrale (hors dons et produit des privatisations) | -131 | -150 | 549 | -767 | -845 | -418 | -503 | -460 | -476 |
| Dette des administrations publiques 3/ dont : intérieure | 22,222 | 22,829 | 23,920 | 26,143 | 28,023 | 29,603 | 31,734 | 33,874 | 36,249 |
| extérieure | 8,936 | 9,529 | 9,367 | 10,973 | 12,157 | 13,592 | 15,411 | 17,356 | 19,534 |
| | 13286.1 | 13300.4 | 14553.4 | 15170.4 | 15866.24 | 16011.2 | 16323.1 | 16517.5 | 16,715 |
| PIB nominal | 41,408 | 45,629 | 50,325 | 53,727 | 57,153 | 61,692 | 66,887 | 72,578 | 79,093 |
| PIB nonagricultural nominal | 36,812 | 40,909 | 45,446 | 48,511 | 51,581 | 55,763 | 60,554 | 65,846 | 71,924 |
| Prix du pétrole (\$/baril) | 64 | 71 | 97 | 61 | 75 | 78 | 80 | 81 | 83 |

Tableau 3. Tunisie : opérations financières de l'administration centrale, 2006–14 1/ (fin)

| | 2006 | 2007 | Prél. | Projections | | | | | | |
|--|---------------|------|-------|-------------|------|------|------|------|------|--|
| | | | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | |
| | (en % du PIB) | | | | | | | | | |
| Total recettes et dons et produit des privatisations | 30.8 | 24.7 | 26.8 | 24.0 | 23.6 | 23.5 | 23.2 | 23.0 | 22.8 | |
| Total recettes | 23.4 | 23.8 | 26.2 | 23.7 | 23.3 | 23.2 | 23.0 | 22.8 | 22.7 | |
| Recettes fiscales | 20.5 | 20.8 | 22.5 | 19.6 | 20.6 | 20.6 | 20.6 | 20.5 | 20.5 | |
| Impôts directs | 7.5 | 8.1 | 9.1 | 7.6 | 8.5 | 8.4 | 8.3 | 8.2 | 8.1 | |
| Taxes commerciales | 1.2 | 1.1 | 1.2 | 0.9 | 0.9 | 0.9 | 0.9 | 0.9 | 0.9 | |
| Taxes commerciales (en % des importations) | 2.9 | 2.4 | 2.3 | 2.3 | 2.0 | 2.0 | 2.0 | 2.0 | 2.0 | |
| TVA | 6.0 | 5.8 | 6.6 | 5.8 | 6.0 | 6.1 | 6.1 | 6.1 | 6.1 | |
| Intérieure | 3.0 | 3.0 | 3.2 | 3.1 | 3.1 | 3.1 | 3.1 | 3.1 | 3.1 | |
| Importations | 2.9 | 2.9 | 3.3 | 2.8 | 2.9 | 3.0 | 3.0 | 3.0 | 3.0 | |
| Importations (en % des importations) | 7.1 | 6.1 | 6.6 | 6.6 | 6.5 | 6.5 | 6.5 | 6.5 | 6.5 | |
| Impôts indirects | 3.0 | 3.0 | 2.9 | 2.7 | 2.8 | 2.8 | 2.8 | 2.8 | 2.8 | |
| Intérieurs | 1.8 | 1.8 | 1.8 | 1.8 | 1.8 | 1.8 | 1.8 | 1.8 | 1.8 | |
| Importations | 1.2 | 1.2 | 1.2 | 1.0 | 1.0 | 1.0 | 1.0 | 1.0 | 1.1 | |
| Importations (en % des importations) | 2.9 | 2.5 | 2.3 | 2.3 | 2.3 | 2.3 | 2.3 | 2.3 | 2.3 | |
| Autres taxes | 2.8 | 2.8 | 2.8 | 2.6 | 2.5 | 2.5 | 2.5 | 2.5 | 2.5 | |
| Intérieures | 2.6 | 2.6 | 2.5 | 2.2 | 2.2 | 2.2 | 2.2 | 2.2 | 2.2 | |
| Importations | 0.2 | 0.2 | 0.2 | 0.2 | 0.2 | 0.2 | 0.2 | 0.2 | 0.2 | |
| Importations (en % des importations) | 0.5 | 0.5 | 0.5 | 0.5 | 0.5 | 0.5 | 0.5 | 0.5 | 0.5 | |
| Recettes non fiscales | 3.0 | 3.0 | 3.6 | 4.1 | 2.7 | 2.6 | 2.4 | 2.3 | 2.2 | |
| Revenus du capital | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | |
| Total des dépenses et prêts nets | 26.5 | 26.7 | 27.3 | 27.5 | 27.0 | 26.2 | 25.9 | 25.7 | 25.5 | |
| Total des dépenses | 26.2 | 26.0 | 27.2 | 27.3 | 26.9 | 26.1 | 25.8 | 25.5 | 25.4 | |
| Dépenses courantes | 20.1 | 20.1 | 20.9 | 20.0 | 19.6 | 19.2 | 18.9 | 18.6 | 18.4 | |
| Traitements et salaires | 11.8 | 11.6 | 11.4 | 11.7 | 11.6 | 11.5 | 11.4 | 11.3 | 11.2 | |
| Biens et services | 1.8 | 1.7 | 1.8 | 1.6 | 1.7 | 1.7 | 1.9 | 2.0 | 2.1 | |
| Paiements d'intérêts | 2.7 | 2.6 | 2.3 | 2.3 | 2.3 | 2.3 | 2.2 | 2.2 | 2.2 | |
| Intérieurs | 1.2 | 1.3 | 1.1 | 1.2 | 1.3 | 1.3 | 1.4 | 1.5 | 1.5 | |
| Extérieurs | 1.5 | 1.3 | 1.2 | 1.1 | 1.0 | 1.0 | 0.8 | 0.8 | 0.7 | |
| Transferts et subventions | 3.7 | 4.2 | 5.4 | 4.0 | 4.0 | 3.6 | 3.4 | 3.1 | 2.8 | |
| CGC | 0.7 | 1.5 | 2.1 | 1.5 | 1.5 | 1.4 | 1.4 | 1.3 | 1.3 | |
| Subventions pétrolières | 1.2 | 1.0 | 1.6 | 0.8 | 0.8 | 0.6 | 0.6 | 0.5 | 0.4 | |
| Autres | 1.8 | 1.7 | 1.8 | 1.7 | 1.7 | 1.4 | 1.4 | 1.4 | 1.4 | |
| Autres dépenses (non allouées) | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.3 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | |
| Dépenses en capital | 6.1 | 5.9 | 6.4 | 7.3 | 7.3 | 6.9 | 6.9 | 6.9 | 7.0 | |
| Investissements directs | 3.4 | 3.1 | 3.1 | 3.6 | 4.1 | 3.7 | 3.7 | 3.7 | 3.8 | |
| Transferts de capital et participations | 2.7 | 2.8 | 3.3 | 3.1 | 3.2 | 3.2 | 3.2 | 3.2 | 3.2 | |
| Autres dépenses (non allouées) | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.6 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | |
| Prêts nets | 0.3 | 0.8 | 0.1 | 0.2 | 0.1 | 0.1 | 0.1 | 0.1 | 0.1 | |
| Déficit de l'administration centrale (-) (hors dons et produit des privatisations) | -3.0 | -2.9 | -1.2 | -3.8 | -3.8 | -3.0 | -3.0 | -2.9 | -2.8 | |
| Dons | 0.1 | 0.1 | 0.4 | 0.1 | 0.1 | 0.1 | 0.1 | 0.1 | 0.1 | |
| produit des privatisations 2/ | 7.2 | 0.9 | 0.3 | 0.2 | 0.2 | 0.2 | 0.1 | 0.1 | 0.1 | |
| Déficit de l'administration centrale (-) (dons et produit des privatisations inclus) | 4.3 | -2.0 | -0.5 | -3.4 | -3.5 | -2.7 | -2.8 | -2.7 | -2.6 | |
| Financement | -4.3 | 2.0 | 0.5 | 3.4 | 3.5 | 2.7 | 2.8 | 2.7 | 2.6 | |
| Extérieur | -3.0 | -0.9 | 0.3 | 0.0 | 0.8 | -0.1 | 0.2 | 0.0 | -0.1 | |
| Intérieur | -1.4 | 2.9 | 0.2 | 3.4 | 2.6 | 2.8 | 2.6 | 2.7 | 2.7 | |
| Pour mémoire : | | | | | | | | | | |
| Solde de l'administration centrale (dons inclus, hors produit des privatisations) | -2.9 | -2.8 | -0.8 | -3.6 | -3.6 | -2.9 | -2.9 | -2.8 | -2.8 | |
| Solde primaire de l'administration centrale | 7.0 | 0.6 | 1.8 | -1.1 | -1.2 | -0.4 | -0.5 | -0.4 | -0.4 | |
| Solde primaire de l'administration centrale (hors dons et produit des privatisations) | -0.3 | -0.3 | 1.1 | -1.4 | -1.5 | -0.7 | -0.8 | -0.6 | -0.6 | |
| Dettes des administrations publiques 3/ | 53.7 | 50.0 | 47.5 | 48.7 | 49.0 | 48.0 | 47.4 | 46.7 | 45.8 | |
| dont : intérieure | 21.6 | 20.9 | 18.6 | 20.4 | 21.3 | 22.0 | 23.0 | 23.9 | 24.7 | |
| extérieure | 32.1 | 29.1 | 28.9 | 28.2 | 27.8 | 26.0 | 24.4 | 22.8 | 21.1 | |

Sources : autorités tunisiennes; estimations des services du FMI.

1/ Inclut les fonds spéciaux et les fonds de concours, mais non les caisses de sécurité sociale (CSS).

2/ Les recettes de la privatisation de Tunisie Telecom (TT) s'élevaient environ à 3 milliards de DT en 2006.

3/ La dette brute inclut la dette détenue par les caisses de sécurité sociale (CSS), mais non celle des entreprises publiques.

Tableau 4. Tunisie : situation monétaire (système financier), 2005–09

| | 2005 | 2006 | 2007 | Prél. 2008 | Proj. 2009 |
|----------------------------------|--|---------|---------|---------------|---------------|
| | (millions de dinars) | | | | |
| Avoirs extérieurs (net) | 4,112 | 6,876 | 7,807 | 9,458 | 10,988 |
| Avoirs extérieurs | 7,341 | 10,230 | 11,715 | 13,662 | 15,641 |
| BCT | 6,060 | 8,837 | 9,719 | 11,773 | 13,352 |
| Engagements extérieurs | -3,229 | -3,354 | -3,908 | -4,204 | -4,653 |
| Avoirs intérieurs nets | 19,708 | 19,670 | 22,046 | 24,684 | 26,861 |
| Crédit intérieur | 28,149 | 30,745 | 33,777 | 37,779 | 40,987 |
| Crédit à l'État (net) | 3,611 | 4,589 | 5,096 | 5,223 | 5,834 |
| Crédit net de la banque centrale | -636 | -243 | -256 | -326 | -326 |
| Banques commerciales | 2,275 | 2,609 | 2,817 | 2,501 | 3,112 |
| Crédit à l'économie | 24,538 | 26,157 | 28,681 | 32,556 | 35,153 |
| Autres postes (net) | -8,441 | -11,075 | -11,731 | -13,095 | -14,126 |
| Monnaie et quasi monnaie (M2) | 22,129 | 24,834 | 28,197 | 32,289 | 35,421 |
| Monnaie (M1) | 8,742 | 9,871 | 11,083 | 12,387 | 13,589 |
| Circulation fiduciaire | 3,478 | 3,873 | 4,099 | 4,400 | 4,827 |
| Dépôts à vue | 5,263 | 5,998 | 6,984 | 7,987 | 8,762 |
| Quasi monnaie | 13,388 | 14,963 | 17,115 | 19,902 | 21,832 |
| Dépôts à long terme (M3-M2) | 1,691 | 1,712 | 1,656 | 1,853 | 2,427 |
| Monnaie au sens large (M3) 1/ | 23,821 | 26,546 | 29,853 | 34,142 | 37,848 |
| | (taux de variation annuelle en %) | | | | |
| Actifs extérieurs (net) | 31.5 | 67.2 | 13.5 | 21.2 | 16.2 |
| Crédit intérieur | 6.8 | 9.2 | 9.9 | 11.8 | 8.5 |
| Crédit à l'État (net) | 10.0 | 27.1 | 11.1 | 2.5 | 11.7 |
| Crédit à l'économie | 6.3 | 6.6 | 9.7 | 13.5 | 8.0 |
| Monnaie et quasi monnaie (M2) | 11.5 | 12.2 | 13.5 | 14.5 | 9.7 |
| Monnaie au sens large (M3) | 11.0 | 11.4 | 12.5 | 14.4 | 10.9 |
| | (variations en % du stock initial de M3) | | | | |
| Actifs extérieurs (net) | 4.6 | 11.6 | 3.5 | 5.5 | 4.5 |
| Crédit intérieur | 8.3 | 10.9 | 11.4 | 13.4 | 9.4 |
| Crédit à l'État (net) | 1.5 | 4.1 | 1.9 | 0.4 | 1.8 |
| Crédit à l'économie | 6.8 | 6.8 | 9.5 | 13.0 | 7.6 |
| Autres postes (net) | -1.9 | -11.1 | -2.5 | -4.6 | -3.0 |
| Pour mémoire : | | | | | |
| Vitesse de circulation (PIB/M3) | 1.59 | 1.56 | 1.53 | 1.47 | 1.42 |
| Multiplicateur (M3/M0) | 5.14 | 4.87 | 4.75 | 4.59 | 4.19 |
| PIB | 37,767 | 41,408 | 45,629 | 50,325 | 53,727 |
| Croissance du PIB nominal | 7.3 | 9.6 | 10.2 | 10.3 | 6.8 |

Sources : autorités tunisiennes; estimations et projections des services du FMI.

1/ M2 plus dépôts à long terme.

Tableau 5. Tunisie : scénario de croissance à moyen terme, 2006–14

| | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 |
|---|---------------|------|------|------|------|------|------|------|------|
| Croissance du PIB réel | 5.3 | 6.3 | 4.6 | 3.0 | 4.0 | 5.0 | 5.6 | 5.8 | 6.0 |
| Agriculture 1/ | 3.5 | 3.3 | 0.1 | 3.3 | 3.3 | 3.0 | 3.5 | 3.1 | 3.4 |
| Hors agriculture | 5.6 | 6.7 | 5.2 | 2.9 | 4.1 | 5.2 | 5.9 | 6.1 | 6.3 |
| Taux de chômage | 14.3 | 14.1 | 14.2 | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| Inflation | 4.5 | 3.1 | 5.0 | 3.5 | 3.4 | 3.3 | 3.2 | 3.1 | 3.0 |
| Croissance réelle des exportations 2/ | 3.4 | 11.7 | 2.3 | -2.6 | 3.3 | 4.6 | 5.0 | 5.3 | 6.7 |
| | (en % du PIB) | | | | | | | | |
| Épargne nationale brute | 22.6 | 23.2 | 23.3 | 22.5 | 24.0 | 23.9 | 24.0 | 24.2 | 24.5 |
| Ensemble des administrations publiques 3/ | 3.0 | 2.9 | 5.4 | 3.4 | 3.6 | 3.9 | 3.9 | 4.1 | 4.3 |
| Reste de l'économie | 19.6 | 20.3 | 17.9 | 19.0 | 20.4 | 20.0 | 20.1 | 20.0 | 20.2 |
| Investissement brut | 24.6 | 25.7 | 27.5 | 25.7 | 26.6 | 26.9 | 27.1 | 27.3 | 27.6 |
| Ensemble des administrations publiques | 6.2 | 5.9 | 6.4 | 7.4 | 7.4 | 7.0 | 7.0 | 7.0 | 7.1 |
| Reste de l'économie | 18.4 | 19.8 | 21.1 | 18.4 | 19.2 | 19.9 | 20.1 | 20.4 | 20.5 |
| Écart épargne-investissement | -2.0 | -2.5 | -4.2 | -3.3 | -2.6 | -3.0 | -3.1 | -3.1 | -3.1 |
| Ensemble des administrations publiques | -3.2 | -3.0 | -1.1 | -3.9 | -3.8 | -3.0 | -3.1 | -2.8 | -2.8 |
| Reste de l'économie | 1.2 | 0.5 | -3.1 | 0.6 | 1.2 | 0.0 | 0.0 | -0.3 | -0.3 |
| Pour mémoire : | | | | | | | | | |
| Solde de l'ensemble des adm. publiques | -3.2 | -3.0 | -1.1 | -3.9 | -3.8 | -3.0 | -3.1 | -2.8 | -2.8 |
| Solde des transactions courantes | -2.0 | -2.5 | -4.2 | -3.3 | -2.6 | -3.0 | -3.1 | -3.1 | -3.1 |
| Formation brute de capital fixe | 23.4 | 23.9 | 24.9 | 23.4 | 24.2 | 24.4 | 24.6 | 24.7 | 24.9 |

Sources : autorités tunisiennes; estimations des services du FMI.

1/ Fondée sur la croissance moyenne de la production agricole depuis 2001.

2/ Biens et services, non compris les revenus des facteurs.

3/ Sécurité sociale incluse, mais non compris les recettes des privatisations.

Tableau 6. Tunisie : cadre de viabilité de la dette extérieure, 2004-2014
(en % du PIB, sauf indication contraire)

| | Réalizations | | | | | Projections | | | | | | Solde courant hors intérêts stabilisant la dette 6/ -6.3 |
|--|--------------|-------|-------|-------|------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|---|
| | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | |
| Scénario de référence : dette extérieure | 66.5 | 65.3 | 58.1 | 53.9 | 53.7 | 52.5 | 52.3 | 50.5 | 48.9 | 47.2 | 45.8 | |
| Variation de la dette extérieure | -0.3 | -1.3 | -7.2 | -4.2 | -0.2 | -1.2 | -0.2 | -1.8 | -1.6 | -1.7 | -1.4 | |
| Flux créateurs d'endettement identifiés (4+8+9) | -5.7 | 2.3 | -17.2 | -10.3 | -3.0 | -1.8 | -2.9 | -3.1 | -3.3 | -3.6 | -3.8 | |
| Déficit courant, hors paiements d'intérêts | 0.4 | -1.4 | -0.2 | 0.4 | 2.6 | 1.6 | 1.2 | 1.7 | 1.9 | 1.9 | 2.0 | |
| Déficit de la balance des biens et services | 2.8 | 0.3 | 1.8 | 1.8 | 3.4 | 2.4 | 3.8 | 4.1 | 4.4 | 4.5 | 4.3 | |
| Exportations | 44.9 | 52.4 | 49.6 | 53.2 | 64.4 | 50.6 | 51.4 | 51.7 | 51.4 | 51.2 | 52.0 | |
| Importations | 47.7 | 52.7 | 51.5 | 55.0 | 67.8 | 53.0 | 55.2 | 55.8 | 55.8 | 55.7 | 56.3 | |
| Entrées nettes de capitaux non créateurs d'endettement (négatif) | -2.1 | -2.7 | -10.6 | -4.2 | -6.0 | -3.5 | -3.5 | -3.7 | -3.8 | -4.1 | -4.3 | |
| Dynamique automatique de la dette 1/ | -4.0 | 6.4 | -6.4 | -6.5 | 0.4 | 0.1 | -0.6 | -1.1 | -1.4 | -1.4 | -1.5 | |
| Contribution du taux d'intérêt nominal | 2.2 | 2.4 | 2.2 | 2.0 | 1.9 | 1.7 | 1.4 | 1.4 | 1.3 | 1.2 | 1.2 | |
| Contribution de la croissance du PIB réel | -3.7 | -2.9 | -3.0 | -3.1 | -2.4 | -1.6 | -2.0 | -2.5 | -2.7 | -2.6 | -2.6 | |
| Contribution des variations des prix et des taux de change 2/ | -2.5 | 6.8 | -5.6 | -5.3 | 1.0 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | |
| Résidu, variations des avoirs extérieurs bruts comprise (2-3) 3/ | 5.4 | -3.6 | 10.0 | 6.1 | 2.8 | 0.6 | 2.7 | 1.3 | 1.7 | 2.0 | 2.4 | |
| Ratio dette extérieure/exportations (en %) | 148.3 | 124.6 | 117.0 | 101.3 | 83.4 | 103.7 | 101.7 | 97.7 | 95.0 | 92.2 | 88.1 | |
| Besoin brut de financement extérieur (en milliards de \$) 4/ | 5.5 | 5.1 | 6.0 | 6.2 | 7.1 | 7.2 | 6.7 | 7.6 | 8.0 | 8.4 | 9.0 | |
| en pourcentage du PIB | 18.9 | 18.4 | 18.8 | 16.5 | 18.6 | 18.4 | 16.5 | 17.8 | 17.5 | 17.2 | 17.2 | |
| Scénario avec principales variables à leurs moyennes historiques 5/ | | | | | | 52.5 | 50.3 | 47.5 | 45.2 | 43.2 | 41.7 | -5.0 |
| Principales hypothèses macroéconomiques du scénario de référence | | | | | | | | | | | | |
| Croissance du PIB réel (en %) | 6.0 | 4.1 | 5.3 | 6.3 | 4.6 | 3.0 | 4.0 | 5.0 | 5.6 | 5.8 | 6.0 | |
| Déflateur du PIB en \$ (variation en %) | 3.9 | -9.3 | 9.4 | 10.1 | -1.8 | -1.3 | -0.4 | 1.0 | 1.0 | 1.0 | 1.2 | |
| Taux d'intérêt extérieur nominal (en %) | 3.6 | 3.5 | 3.9 | 4.0 | 3.6 | 3.2 | 2.8 | 2.8 | 2.7 | 2.7 | 2.6 | |
| Croissance des exportations (valeur en \$, en %) | 21.5 | 10.2 | 9.2 | 25.5 | 24.4 | -20.1 | 5.2 | 6.5 | 6.2 | 6.3 | 9.0 | |
| Croissance des importations (valeur en \$, en %) | 19.0 | 4.3 | 12.6 | 25.1 | 26.7 | -20.5 | 7.8 | 7.2 | 6.7 | 6.5 | 8.4 | |
| Solde des transactions courantes, hors paiements d'intérêts | -0.4 | 1.4 | 0.2 | -0.4 | -2.6 | -1.6 | -1.2 | -1.7 | -1.9 | -1.9 | -2.0 | |
| Apports de capitaux non générateurs d'endettement | 2.1 | 2.7 | 10.6 | 4.2 | 6.0 | 3.5 | 3.5 | 3.7 | 3.8 | 4.1 | 4.3 | |

1/ Calculée comme $[r - g - \rho(1+g) + \dot{\epsilon}\alpha(1+r)] / (1+g+\rho+g\rho)$ multiplié par le stock de dette de la période précédente, étant entendu que r = taux d'intérêt effectif nominal sur la dette extérieure, ρ = variation du déflateur du PIB en \$, g = taux de croissance du PIB réel, $\dot{\epsilon}$ = appréciation nominale (hausse de la valeur en \$ de la monnaie locale) et α = part de la dette libellée en monnaie nationale dans le total de la dette extérieure.

2/ La contribution des variations des prix et des taux de change est définie comme $[-\rho(1+g) + \dot{\epsilon}\alpha(1+r)] / (1+g+\rho+g\rho)$ multiplié par le stock de dette de la période précédente. ρ augmente lorsque la monnaie nationale s'apprécie ($\dot{\epsilon} > 0$) et que l'inflation augmente (sur la base du déflateur du PIB).

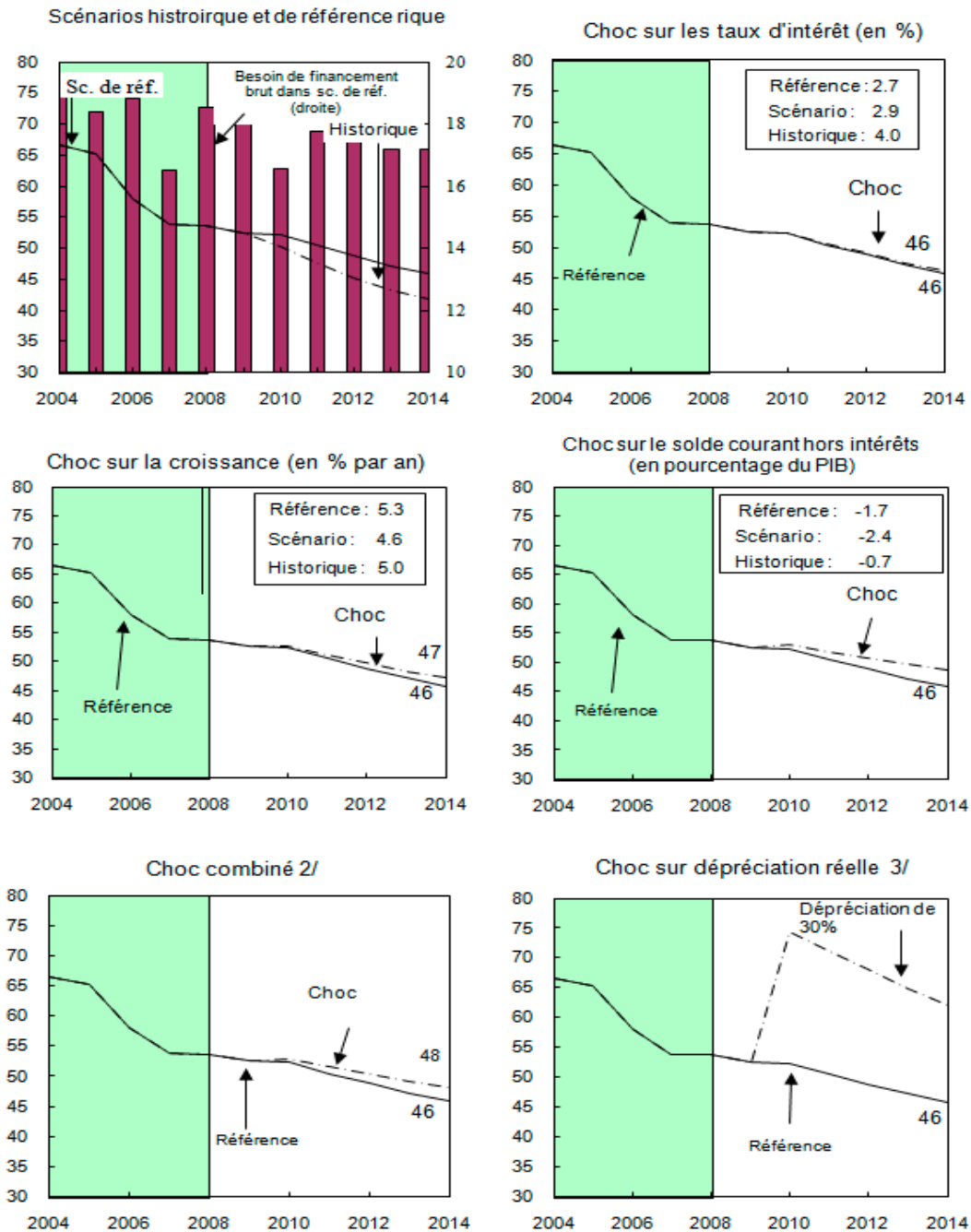
3/ Aux fins des projections, la ligne inclut l'impact des variations des prix et des taux de change.

4/ Défini comme le déficit courant, plus l'amortissement de la dette à moyen et à long terme, plus la dette à court terme en fin de période précédente.

5/ Les principales variables sont : la croissance du PIB réel, le taux d'intérêt nominal, la croissance du déflateur en \$, et en % du PIB, le solde courant hors intérêts et les apports de capitaux non générateurs d'endettement.

6/ Solde constant de longue durée qui stabilise le ratio de la dette en supposant que les principales variables (croissance du PIB réel, taux d'intérêt nominal, croissance du déflateur en \$, et apports de capitaux non générateurs d'endettement en % du PIB) restent à leur niveau de la dernière année de projection.

Grahiqe 1. Tunisie : viabilité de la dette extérieure: tests paramétrés 1/
(dette extérieure en pourcentage du PIB)



Sources : FMI : données sur la Tunisie et estimations des services.

1/ Les zones ombrées représentent les données effectives. Les chocs sont tous permanents et d'un demi écart-type. Les chiffres des encadrés représentent des projections moyennes pour les variables respectives du scénario de référence et du scénario présenté. La moyenne historique de la variable sur dix ans est aussi indiquée.

2/ Chocs permanents de 1/4 d'écart type appliqués au taux d'intérêt réel, au taux de croissance et au solde courant.

3/ Dépréciation ponctuelle réelle de 30 % en 2009.

Tableau 7. Tunisie : cadre de viabilité de la dette du secteur public, 2004–14
(en % du PIB, sauf indication contraire)

| | Réalizations | | | | | Projections | | | | | | Solde primaire stabilisant la dette 9/ | |
|--|--------------|-------|-------|-------|-------|-------------|-------|-------|-------|-------|-------|--|------|
| | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | | |
| Scénario de référence: dette du secteur public 1/ | 56.3 | 59.4 | 58.1 | 53.7 | 50.0 | 47.5 | 48.7 | 49.0 | 48.0 | 47.4 | 46.7 | 45.8 | |
| <i>dont</i> : libellée en devises | | 37.5 | 37.1 | 32.1 | 29.1 | 28.9 | 28.2 | 27.8 | 26.0 | 24.4 | 22.8 | 21.1 | -1.4 |
| Variation de la dette du secteur public | | -1.1 | -1.3 | -4.4 | -3.6 | -2.5 | 1.1 | 0.4 | -1.0 | -0.5 | -0.8 | -0.8 | |
| Flux générateurs d'endettement identifiés (4+7+12) | | -3.3 | 3.6 | -10.9 | -4.6 | -1.9 | 0.7 | 0.7 | -0.7 | -0.8 | -1.0 | -1.2 | |
| Déficit primaire | | -0.3 | 0.3 | 0.4 | 0.4 | -1.2 | 1.6 | 1.5 | 0.7 | 0.8 | 0.6 | 0.5 | |
| Recettes et dons | | 29.8 | 29.4 | 29.4 | 30.0 | 32.6 | 30.3 | 29.6 | 29.5 | 29.2 | 29.2 | 29.0 | |
| Dépenses primaires (hors intérêts) | | 29.5 | 29.6 | 29.8 | 30.4 | 31.4 | 31.9 | 31.1 | 30.2 | 30.0 | 29.7 | 29.6 | |
| Dynamique automatique de la dette 2/ | | -2.7 | 3.8 | -4.1 | -4.2 | -0.4 | -0.7 | -0.6 | -1.3 | -1.5 | -1.5 | -1.6 | |
| Contribution de l'écart de taux d'intérêt/de croissance 3/ | | -2.4 | -1.2 | -2.4 | -2.4 | -2.4 | -0.7 | -0.6 | -1.3 | -1.5 | -1.5 | -1.6 | |
| <i>dont</i> : contribution du taux d'intérêt réel | | 1.0 | 1.0 | 0.5 | 0.7 | -0.3 | 0.6 | 1.2 | 1.0 | 1.0 | 1.1 | 1.0 | |
| contribution de la croissance réelle du PIB | | -3.3 | -2.3 | -2.8 | -3.1 | -2.1 | -1.3 | -1.8 | -2.3 | -2.5 | -2.5 | -2.6 | |
| Contribution de la dépréciation du taux de change 4/ | | -0.3 | 5.0 | -1.7 | -1.8 | 2.0 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | |
| Autres flux générateurs d'endettement identifiés | | -0.4 | -0.4 | -7.2 | -0.9 | -0.3 | -0.2 | -0.2 | -0.2 | -0.1 | -0.1 | -0.1 | |
| Recettes de privatisation (négligeable) | | -0.4 | -0.4 | -7.2 | -0.9 | -0.3 | -0.2 | -0.2 | -0.2 | -0.1 | -0.1 | -0.1 | |
| Comptabilisation de passifs implicites ou conditionnels | | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | |
| Autres (à préciser, par exemple recapitalisation bancaire) | | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | |
| Résidu, y compris variations des actifs (2-3) 5/ | | 2.3 | -4.9 | 6.4 | 1.0 | -0.6 | 0.4 | -0.3 | -0.3 | 0.3 | 0.3 | 0.4 | |
| Ratio dette/recettes du secteur public 1/ | | 199.2 | 198.0 | 182.8 | 166.9 | 145.6 | 160.3 | 165.9 | 162.7 | 162.4 | 160.0 | 157.8 | |
| Besoin brut de financement 6/ | | 6.0 | 6.0 | 7.4 | 6.2 | 2.7 | 6.2 | 5.7 | 5.8 | 5.5 | 4.9 | 4.9 | |
| milliards de \$ | | 1.7 | 1.8 | 2.3 | 2.2 | 1.1 | 2.4 | 2.3 | 2.5 | 2.5 | 2.4 | 2.6 | |
| Scénario avec principales variables à leurs moyennes historiques 7/ | | | | | | | 48.7 | 46.6 | 44.6 | 43.3 | 42.0 | 40.9 | -1.0 |
| Scénario sans changement de politique (solde primaire constant) en 2009-2014 | | | | | | | 48.7 | 50.7 | 50.5 | 50.7 | 50.9 | 51.0 | -1.5 |
| Principales hypothèses macroéconomiques et budgétaires du scénario de référence | | | | | | | | | | | | | |
| Croissance du PIB réel (en %) | | 6.0 | 4.1 | 5.3 | 6.3 | 4.6 | 3.0 | 4.0 | 5.0 | 5.6 | 5.8 | 6.0 | |
| Taux d'intérêt nominal moyen sur la dette publique (en %) 8/ | | 5.1 | 5.1 | 5.1 | 5.3 | 5.0 | 5.2 | 5.0 | 5.1 | 5.0 | 5.1 | 5.2 | |
| Taux d'intérêt réel moyen (taux nominal moins variation du déflateur du PIB, en %) | | 1.9 | 2.0 | 1.1 | 1.7 | -0.4 | 1.5 | 2.7 | 2.2 | 2.4 | 2.6 | 2.4 | |
| Appréciation nominale (augmentation de la valeur en \$ de la monnaie nationale en %) | | 0.7 | -12.0 | 5.1 | 6.3 | -6.8 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | |
| Taux d'inflation (déflateur du PIB, en %) | | 3.2 | 3.1 | 4.1 | 3.6 | 5.4 | 3.7 | 2.3 | 2.8 | 2.6 | 2.6 | 2.8 | |
| Croissance des dépenses primaires réelles (corrigée du déflateur du PIB, en %) | | 4.0 | 4.5 | 6.0 | 8.5 | 8.2 | 4.6 | 1.2 | 2.2 | 4.9 | 4.7 | 5.5 | |
| Déficit primaire | | -0.3 | 0.3 | 0.4 | 0.4 | -1.2 | 1.6 | 1.5 | 0.7 | 0.8 | 0.6 | 0.5 | |

1/ Indiquer la couverture du secteur public (par exemple, administrations publiques ou secteur public général non financier. Préciser également si la dette est nette ou brute.

2/ Calculée comme $[(r - \pi(1+g) - g + \dot{\epsilon}(1+r)] / (1+g+\pi+g\pi)$ multiplié par le ratio de la dette de la période précédente, étant entendu que r = taux d'intérêt, π = taux de croissance du déflateur du PIB, g = taux de croissance du PIB réel, $\dot{\epsilon}$ = part de la dette libellée en devises et $\dot{\epsilon}$ = dépréciation du taux de change nominal (mesurée par la hausse de la valeur du \$ en monnaie nationale).

3/ La contribution du taux d'intérêt réel est calculée à partir du dénominateur de la note 2/ comme $r - \pi(1+g)$ et la contribution de la croissance réelle comme $-g$.

4/ La contribution du taux de change est calculée à partir du numérateur de la note 2/ comme $\dot{\epsilon}(1+r)$ as(1+r).

5/ Aux fins des projections, cette ligne inclut les variations des taux de change.

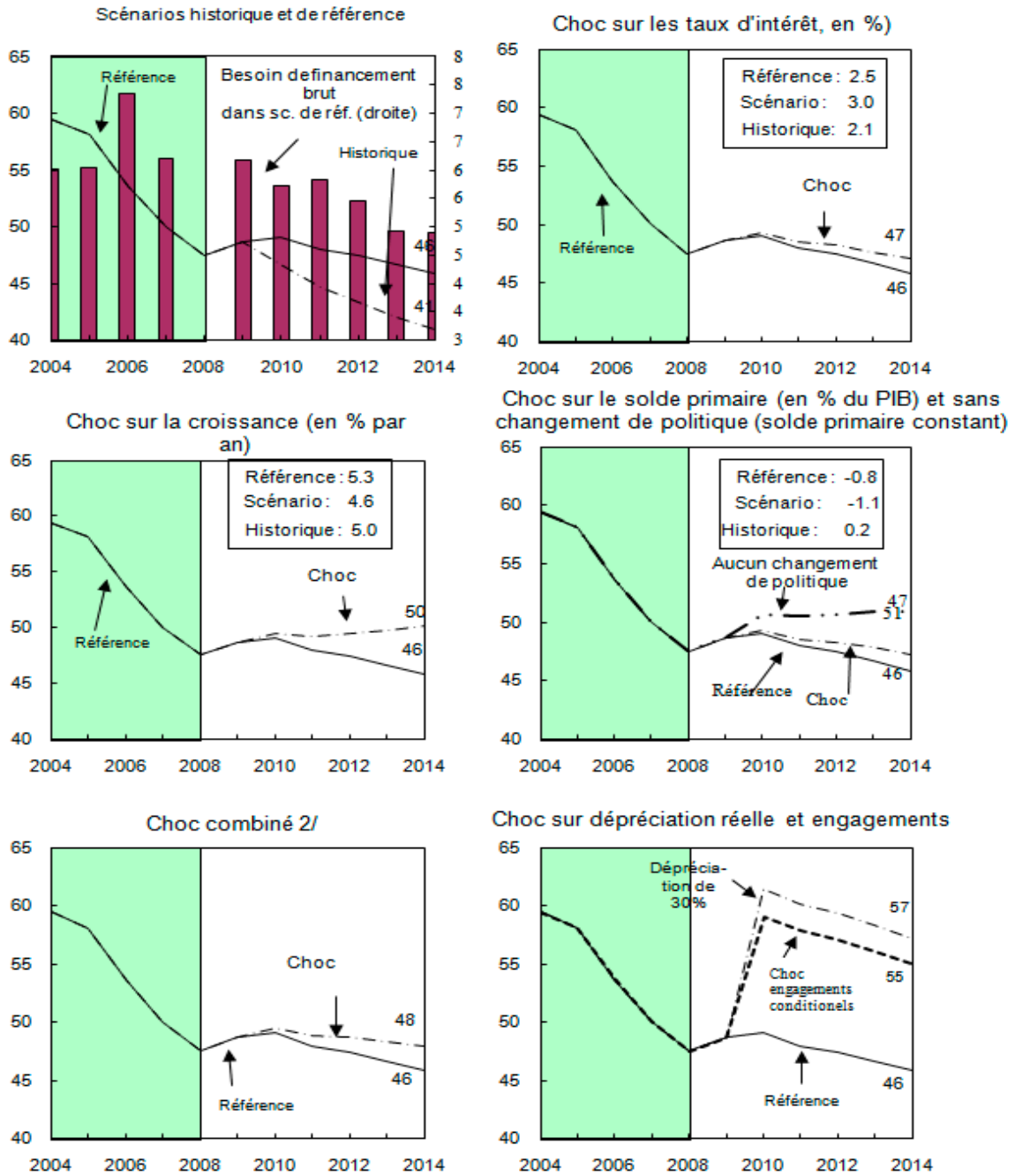
6/ Défini comme le déficit du secteur public, plus l'amortissement de la dette à moyen et à long terme du secteur public et la dette à court terme à la fin de la période précédente.

7/ Les principales variables sont la croissance du PIB réel, le taux d'intérêt réel et le solde primaire en % du PIB.

8/ Calculé comme la dépense d'intérêt nominal divisée par le stock de dette de la période précédente.

9/ Par hypothèse, les principales variables (croissance du PIB réel, taux d'intérêt réel et autres flux générateurs d'endettement identifiés) restent à leur niveau de la dernière année de projection.

Graphique 2. Tunisie : viabilité de la dette extérieure: tests paramétrés 1/ (dette publique en % du PIB)



Sources : FMI : données sur la Tunisie et estimations des services.

1/ Les zones ombrées représentent les données effectives. Les chocs sont tous permanents et d'un demi écart-type. Les chiffres des encadrés représentent des projections moyennes pour les variables respectives du scénario de référence et du scénario présenté. La moyenne historique de la variable sur dix ans est aussi indiquée.

2/ Chocs permanents de 1/4 d'écart type appliqués au taux d'intérêt réel, au taux de croissance et au solde courant.

3/ Le choc sur une dépréciation ponctuelle de 30% et sur des passifs conditionnels de 10% du PIB se produit en 2009, la dépréciation réelle étant définie comme la dépréciation nominale (mesurée par la chute, exprimée en %, de la valeur en \$ de la monnaie nationale) moins l'inflation intérieure (sur la base du déflateur du PIB).

FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

TUNISIE

Consultations de 2009 au titre de l'article IV — Annexe d'information

Préparée par le Département Moyen-Orient et Asie centrale

30 juillet 2009

| | Page |
|---|------|
| I. Relations avec le FMI | 2 |
| II. Relations avec la Banque mondiale | 5 |
| III. Questions d'ordre statistique..... | 8 |

ANNEXE I. TUNISIE : RELATIONS AVEC LE FMI

Au 30 juin 2009

I. **Statut** : date d'admission au FMI : 14/04/1958; Article VIII

| | | |
|--|------------------------|--------------------------------------|
| II. Compte des ressources générales : | <u>Millions de DTS</u> | <u>Pourcentages de la quote-part</u> |
| Quote-part | 286,50 | 100,0 |
| Avoirs du FMI en monnaie tunisienne | 266,27 | 92,94 |
| Position de réserve au FMI | 20,25 | 7,07 |

| | | |
|-----------------------------------|------------------------|-------------------------------------|
| III. Département des DTS : | <u>Millions de DTS</u> | <u>Pourcentage de la quote-part</u> |
| Allocation cumulative nette | 34,24 | 100,00 |
| Avoirs | 3,31 | 9,66 |

IV. **Encours des achats et des prêts:** Néant

V. **Accords financiers:**

| Type | Date d'approbation | Date d'expiration | Montant approuvé (millions de DTS) | Montant tiré (millions de DTS) |
|------------------------|--------------------|-------------------|---------------------------------------|-----------------------------------|
| MEDC | 25/07/1988 | 24/07/1992 | 207,30 | 207,30 |
| Accord de confirmation | 04/11/1986 | 31/05/1988 | 103,65 | 91,00 |

VI. **Projections des obligations envers le FMI** : (en millions de DTS; sur la base de l'utilisation des ressources à ce jour et du montant actuel des avoirs en DTS) :

| | Obligations futures | | | | |
|--------------------------|---------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 |
| Principal | | | | | |
| Commissions/ intérêts | 0,06 | 0,12 | 0,12 | 0,12 | 0,12 |
| Total | 0,02 | 0,12 | 0,12 | 0,12 | 0,12 |

Dispositions de change et régime de change

La Tunisie a accepté les obligations découlant de l'article VIII, sections 2a), 3 et 4, à compter du 6 janvier 1993. Son régime de change est exempt de restrictions aux paiements et transferts afférents aux transactions internationales courantes, hormis que la Tunisie maintient en place a) une pratique de taux de change multiple découlant des garanties de taux de change qui ont été accordées aux banques de développement avant août 1988 et qui expireront automatiquement lorsque les engagements existants arriveront à échéance (le total des prêts couverts par ces garanties se chiffre à environ 20 millions de dollars), et b) certaines restrictions relatives à l'Irak et à la République fédérale de Yougoslavie (Serbie et Monténégro) à appliquer conformément aux résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies; ces restrictions doivent être notifiées au FMI conformément à la décision 144 (52/51).

Depuis le 1^{er} mars 1994, les taux du marché sont déterminés sur un marché des changes interbancaire. Le 14 juillet 2009, le taux interbancaire du dinar/dollar était de 1,3392 DT pour 1 dollar EU, soit l'équivalent de 2,0811 DT pour 1 DTS.

Consultations au titre de l'article IV

Les consultations au titre de l'article IV avec la Tunisie ont lieu selon le cycle de 12 mois. Les derniers entretiens dans le cadre de consultations de cette nature se sont déroulés à Tunis du 27 mai au 9 juin 2008 et le Conseil d'administration a conclu ces consultations le 6 août 2008.

Assistance technique

31 janvier–4 février 1996 : Département des finances publiques — Évaluation de l'impact sur les recettes de l'Accord d'association avec l'UE.

31 mars–4 avril 1997 : Département des statistiques — Introduction de nouveaux principes méthodologiques conformes à la cinquième édition du *Manuel de la balance des paiements*.

9–12 septembre 1998: Département de la monnaie et des changes — Gestion monétaire et développement du marché monétaire.

11–21 mai 1999 : Département des statistiques — Comptabilité nationale trimestrielle.

13–18 mai 1999 : Département des statistiques — NSDD.

12–15 octobre 1999 : Département de la monnaie et des changes — Pratiques de gestion de la dette.

17–27 octobre 2000 : Département des statistiques — Comptabilité nationale trimestrielle.

25–31 octobre 2000 : Département des statistiques — Finalisation des métadonnées de la NSDD.

17–21 décembre 2001 : Département de la monnaie et des changes — Gestion de la liquidité de la banque centrale.

12–19 décembre 2003 : Département juridique — LBC/FT.

18–19 mai 2004 : Département des systèmes monétaires et financiers — Évaluation des besoins en assistance technique.

1^{er}–15 juillet 2004 : Département des statistiques — Statistiques de finances publiques.

24 janvier–5 février 2005 : Département des finances publiques — Politique fiscale.

7–22 avril 2005 : Département des statistiques — RONC, Module données.

8–21 septembre 2005 : Département des finances publiques — Administration fiscale.

16–31 janvier 2006 : Département des systèmes monétaires et financiers — Actualisation du PESF (mission 1).

27–31 mars 2006 : Département des systèmes monétaires et financiers — Actualisation du PESF (mission 2).

5–15 février 2007 : Département des marchés monétaires et de capitaux — Politique monétaire.

4–7 février 2008 : Département juridique — Formation en matière de surveillance du marché financier et de la bourse dans le cadre de la LBC/FT.

Représentant résident : aucun.

ANNEXE II. TUNISIE : RELATIONS AVEC LA BANQUE MONDIALE

(Au 1^{er} juillet 2009)

1. Le portefeuille de la Banque mondiale en Tunisie compte au total 17 opérations en activité et 122 prêts clos, dont 10 crédits de l'Association internationale de développement (IDA) pour un montant de 75,2 millions de dollars, déduction faite des annulations. Les engagements cumulés nets se chiffrent à 5,6 milliards de dollars, dont 4,3 milliards de dollars ont été remboursés. Les 17 opérations en cours représentent un montant d'engagements net d'environ 0,9 milliard de dollars.

2. Le 3 juin 2004, le Conseil des administrateurs a approuvé la stratégie d'aide-pays (Country Assistance Strategy — CAS) qui vise à aider le gouvernement tunisien à relever trois défis majeurs : a) renforcer le climat des affaires pour favoriser le développement d'un secteur privé plus compétitif et mieux intégré internationalement et pour accroître la compétitivité de l'économie tunisienne, b) améliorer les qualifications, ainsi que les perspectives d'emploi, des diplômés et de la main-d'œuvre en général dans une économie basée sur le savoir et c) rehausser la qualité des services sociaux grâce à une plus grande efficacité des dépenses publiques. Dans le rapport d'étape de 2007, il est noté que, si la stratégie d'aide-pays est globalement en bonne voie et reste tout à fait adaptée aux principaux problèmes de développement de la Tunisie, le faible niveau de l'investissement privé est très préoccupant et menace la croissance et la création d'emplois. La nouvelle stratégie de partenariat avec la Tunisie (Country Partnership Strategy; CPS) est en cours de préparation et sa version finale devrait normalement être mise au point avant la fin de 2009. Les principaux volets du programme de la Banque seront : (i) l'emploi, la croissance et la compétitivité, (ii) le développement durable et le changement climatique et (iii) la qualité de la prestation des services.

3. Les prêts de la Banque mondiale se composent d'investissements à long terme visant à financer l'infrastructure et le secteur social et de prêts en faveur de la politique de développement destinés à soutenir les réformes sectorielles et macroéconomiques. Parmi les prêts récents figurent les prêts à l'appui de la politique de développement pour l'intégration et la compétitivité (250,0 millions de dollars), de l'investissement dans le secteur de l'eau II (30,6 millions de dollars) et de l'efficacité énergétique (55,0 millions de dollars). Les résultats des projets d'investissement continuent d'être satisfaisants. Cependant, les retards dans la passation des marchés amènent souvent à reporter les dates de clôture des prêts.

4. Le portefeuille actuel de la Banque est surtout axé sur l'appui aux réformes économiques portant sur l'intégration commerciale, le secteur financier et le développement du secteur privé, et le partenariat avec la Banque sur les dossiers du commerce, de la gestion macroéconomique et de la croissance est excellent. Cette institution est en outre très engagée dans le secteur social, privilégiant plus particulièrement le rehaussement de la qualité des services d'éducation et de santé. Les problèmes relatifs au changement climatique sont

actuellement abordés dans le cadre de toute une série d'opérations dans les domaines de la gestion des ressources naturelles, de l'eau, de l'énergie, du développement urbain et des transports. La gestion des finances publiques, les télécommunications, le développement rural et l'héritage culturel bénéficient également d'aides.

5. Plusieurs études économiques et sectorielles (ESW) et travaux d'assistance technique destinés à éclairer et soutenir les décisions et les réformes des autorités ont été réalisés ces deux dernières années. Les domaines abordés sont entre autres les suivants : intégration mondiale, emploi, développement des compétences et protection sociale, petites et moyennes entreprises, dégradation des eaux, stratégie concernant les eaux usées, utilisation des réseaux du pays et gestion de la santé. Les travaux en cours sont notamment des études sur la politique de développement et la politique de gestion de l'énergie et une note sur la politique de financement des petites et moyennes entreprises, ainsi qu'une étude régionale sur les obstacles à l'investissement et au commerce transfrontaliers, les pôles de compétitivité, les systèmes de protection sociale et les marchés de l'énergie au Maghreb. La Banque apporte également son concours à des travaux sur l'intégration commerciale et la politique commerciale agricole, la gestion budgétaire et la budgétisation basée sur les résultats, les services de santé, le transport urbain, une stratégie des transports à faible émission de carbone et les politiques du marché du travail.

Tunisie—Relations financières avec la Banque mondiale

(Au 1^{er} juillet 2009)

| | Total des engagements, net | | Solde non décaissé | | | | |
|---|----------------------------|-------|--------------------|--------|--------|--------|--------|
| | (Millions de dollars) | | | | | | |
| Opérations de prêts de la BIRD | | | | | | | |
| 122 prêts clos ^{1/} | 4.651,76 | | | | | | |
| 17 prêts en activité | | | | | | | |
| -MP substances menaçant l'ozone | 5,12 | | 1,1 | | | | |
| -Héritage culturel | 17,0 | | 9,6 | | | | |
| -Investissements secteur des transports II | 33,3 | | 7,7 | | | | |
| -Dév. zones montagneuses et forestières NO | 25,7 | | 1,9 | | | | |
| -Développement municipal III | 78,4 | | 17,9 | | | | |
| -Développement des exportations II | 41,8 | | 17,6 | | | | |
| -Éducation PAQSET II | 130,3 | | 31,0 | | | | |
| -Développement du secteur des TIC | 13,1 | | 8,15 | | | | |
| -FEM efficacité énergétique Program/Indust. | 8,5 | | 4,6 | | | | |
| -FEM Golfe de Gabes | 6,3 | | 4,2 | | | | |
| -Approvisionnement en eau en milieu urbain | 38,0 | | 33,1 | | | | |
| -Soutien à la réforme enseignement sup. II | 76,0 | | 71,9 | | | | |
| -Gestion durable des déchets solides | 22,0 | | 10,1 | | | | |
| -Assainissement de Tunis Ouest | 66,8 | | 55,5 | | | | |
| -PD pour l'intégration et la compétitivité | 250,0 | | 250,0 | | | | |
| -Investissement secteur de l'eau II | 30,6 | | 30,6 | | | | |
| -Efficacité énergétique | 55,0 | | 55,0 | | | | |
| Total prêts en activité | 897,9 | | 609,9 | | | | |
| Remboursements ^{2/} | 4.305,9 | | | | | | |
| Encours de la dette ^{2/} | 1.286,8 | | | | | | |
| | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 |
| Prêts nets de la Banque mondiale (par exercice) ^{3/} | | | | | | | |
| Engagements | 112,4 | 166,3 | 163,1 | 114,0 | 88,8 | 6,0 | 335,6 |
| Décaissements | 142,5 | 238,6 | 119,4 | 190,7 | 96,88 | 77,0 | 64,2 |
| Service de la dette | 258,0 | 305,1 | 303,1 | 301,4 | 417,0 | 301,0 | 292,3 |
| Principal | 175,9 | 224,8 | 230,5 | 236,4 | 344,7 | 225,3 | 227,5 |
| Intérêts ^{5/} | 82,1 | 80,3 | 72,6 | 65,0 | 72,3 | 75,7 | 64,8 |
| Transfert net ^{6/} | -115,5 | -66,5 | -183,7 | -110,7 | -320,1 | -224,0 | -228,1 |

1/ Moins annulations, inclut les prêts à l'ajustement, mais non les garanties.

2/ Au 1^{er} juillet 2008.

3/ L'exercice commence le 1^{er} juillet et se termine le 30 juin.

4/ Ne comprend pas la garantie de 184 millions de dollars pour le projet de production d'électricité Jorf Lasfar.

5/ Commissions comprises.

6/ Décaissements moins service de la dette.

| ANNEXE III. TUNISIE : QUESTIONS D'ORDRE STATISTIQUE (au 15 juillet 2009) | |
|--|---|
| I. Évaluation de la qualité des données aux fins de la surveillance | |
| Observation générale : les données communiquées sont suffisantes aux fins de la surveillance. | |
| Statistiques du secteur réel : les estimations du PIB réel diffusées actuellement retiennent 1990 comme année de base. Les travaux en vue de l'utilisation de la méthodologie du Système de comptabilité nationale de 1993 sont bien avancés et actualiseront l'année de base qui sera alors 2000. Il serait utile pour la surveillance de recueillir et de diffuser plus fréquemment des données sur l'emploi, le chômage et les salaires. La Tunisie utilise pour les données sur le marché du travail l'option de flexibilité prévue par la NSDD en matière de périodicité et de délais de diffusion. À l'heure actuelle, les statistiques annuelles de l'emploi et du chômage sont diffusées avec un décalage de sept mois. | |
| Statistiques du secteur extérieur : elles sont en général suffisantes aux fins de la surveillance, mais il serait souhaitable que les données sur le compte d'opérations financières soient plus détaillées. | |
| II. Normes et qualité des données | |
| La Tunisie a adhéré à la norme spéciale de diffusion des données (NSDD) le 20 juin 2001. | Un RONC sur les données a été publié sur le site du FMI le 9 août 2006. |
| III. Communication (facultative) de données au Département des statistiques | |
| Des données sont actuellement communiquées aux fins de leur publication dans <i>Statistiques financières internationales (SFI)</i> , le <i>Government Finance Statistics Yearbook</i> , le <i>Direction of Trade Statistics</i> et le <i>Balance of Payments Statistics Yearbook</i> . | |

Tableau des principaux indicateurs requis pour la surveillance
Au 15 juillet 2009

| | Date de la dernière observation | Date de réception | Fréquence des données ⁷ | Fréquence de la communication ⁷ | Fréquence de la publication ⁷ | Pour mémoire | |
|---|---------------------------------|-------------------|------------------------------------|--|--|---|--|
| | | | | | | Qualité des données — solidité de la méthode ⁸ | Qualité des données — exactitude et fiabilité ⁹ |
| Taux de change | Courant | Courant | Q | Q | Q | | |
| Actifs et passifs de réserves de change des autorités monétaires ¹ | Juin 2009 | Juil. 2009 | M | M | M | | |
| Monnaie centrale | Mai 2009 | 17/06/09 | M | M | M | OL, O, OL, OL | OL, O, O, O, OL |
| Monnaie au sens large | Mai 2009 | 17/06/09 | M | M | M | | |
| Bilan de la banque centrale | Mai 2009 | 17/06/09 | M | M | M | | |
| Bilan consolidé du système bancaire | Mai 2009 | 17/06/09 | M | T | T | | |
| Taux d'intérêt ² | Courant | Courant | Q | Q | Q | | |
| Indice des prix à la consommation | Juin 2009 | 19/07/09 | M | M | M | | |
| Recettes, dépenses, solde et composition du financement ³ – Administrations publiques ⁴ | 2008 | Mars 2009 | A | A | A | OL, OL, OL, O | O, O, O, O, OL |
| Recettes, dépenses solde et composition du financement ³ – Administration centrale | Avr. 2009 | Juin 2009 | M | M | I | | |
| Encours de la dette contractée ou garantie par l'administration centrale ⁵ | 4 ^e tri. 2008 | Fév. 2009 | T | T | T | | |
| Solde des transactions courantes | 1 ^{er} tri. 2009 | Mai 2009 | T | T | T | OL, O, OL, OL | O, O, O, O, OL |
| Exportations et importations de biens et de services | 1 ^{er} tri. 2009 | Mai 2009 | T | T | T | | |
| PIB/PNB | 4 ^e tri. 2008 | Avr. 2009 | T | T | T | OL, O, IL, IL | OL, O, OL, O, IL |
| Dette extérieure brute | 4 ^e tri. 2008 | Mars 2009 | A | A | A | | |
| Position extérieure globale ⁶ | 2008 | Juin 2009 | A | A | M | | |

¹ Les actifs de réserve engagés ou autrement grevés doivent être indiqués séparément. Les données devraient également couvrir les engagements à court terme liés à une devise, mais réglés par d'autres moyens, ainsi que les valeurs notionnelles des dérivés financiers à payer ou à recevoir, y compris ceux liés à une devise, mais réglés par d'autres moyens.

² Déterminés par le marché ou administrativement, y compris les taux d'escompte, les taux du marché monétaire et les taux sur les bons du Trésor, les effets et les obligations.

³ Financement extérieur, bancaire intérieur et non bancaire intérieur.

⁴ Administration centrale (fonds budgétaires, fonds hors budget et fonds de sécurité sociale) et administrations d'État ou locales.

⁵ Par monnaies et par échéances.

⁶ Comprend les positions d'actifs et de passifs financiers extérieurs bruts envers les non-résidents.

⁷ Quotidien (Q), hebdomadaire (H), mensuel (M), trimestriel (T), annuel (A), irrégulier (I) et non disponible (ND).

⁸ Reflète l'évaluation présentée dans la profonde mise à jour du RONC sur les données (publiée le 9 août 2006 et fondée sur les observations de la mission qui s'est déroulée du 7 au 22 avril 2005) pour les séries de données correspondant à la variable dans chaque rangée. L'évaluation indique si les normes internationales concernant les concepts et définitions, le champ d'application, la classification/sectorisation et la base d'enregistrement sont pleinement observées (O), observées dans une large mesure (OL), inobservées dans une large mesure (IL), inobservées (I) ou non disponibles (ND).

⁹ Voir note 7, mais seulement pour les normes internationales concernant (respectivement) les données-source, l'évaluation des données-source, les techniques statistiques, l'évaluation et la validation des données intermédiaires et des résultats statistiques, et les révisions.



Note d'information au public (NIP) n° 09/134
POUR DIFFUSION IMMÉDIATE
Le 14 décembre 2009

Fonds monétaire international
Washington, D. C. 20431 USA

Le FMI conclut les consultations de 2009 au titre de l'article IV avec la Tunisie

Le 1^{er} septembre 2009, le Conseil d'administration du Fonds monétaire international (FMI) a conclu les consultations au titre de l'article IV avec la Tunisie selon la procédure du défaut d'opposition⁷.

Informations générales

L'application de politiques économiques saines et de réformes structurelles soutenues par un élargissement de l'ouverture commerciale a permis à la Tunisie d'accélérer sa croissance ces dernières années et de renforcer ses bases pour faire face à la crise mondiale actuelle. La Tunisie a amélioré sa capacité de résistance aux chocs grâce à un endettement public et extérieur moins élevé et une position des réserves nettement améliorée. Tout en étant relativement protégée de la contagion financière internationale, la Tunisie est exposée à un ralentissement de l'activité chez ses partenaires, notamment européens.

Bien que touchée par la crise mondiale actuelle, la Tunisie en a relativement bien surmonté l'impact jusqu'à présent. La croissance du PIB réel a ralenti, s'établissant à 0,5 % au premier trimestre de 2009, contre 4,6 % en moyenne en 2008, à cause essentiellement d'un repli des exportations de produits manufacturés à destination des pays de l'UE. Ce recul a été en partie atténué par une forte activité dans les secteurs des industries extractives et de l'énergie, ainsi que pour certains services. L'investissement et une forte consommation alimentée par des hausses de salaire ont soutenu la demande. L'inflation est passée de 5 % en moyenne en 2008

⁷ Conformément aux dispositions de ses Statuts, le FMI procède, habituellement chaque année, à des consultations bilatérales avec ses membres. Une mission des services du FMI se rend dans le pays, recueille des renseignements économiques et financiers, et s'entretient avec les responsables nationaux de l'évolution et des politiques économiques du pays. De retour au siège, les membres de la mission rédigent un rapport qui est soumis à l'examen du Conseil d'administration. À l'issue de cet examen, le Directeur général, en qualité de Président du Conseil d'administration, résume les opinions des administrateurs, et ce résumé est communiqué aux autorités du pays. Les consultations de cette année ont été conclues selon la procédure du défaut d'opposition. En vertu de cette procédure, les consultations au titre de l'article IV sont achevées par le Conseil sans faire l'objet de discussions officielles.

à 3½ % (en glissement annuel) en juin 2009 sous l'effet de la chute des cours mondiaux des produits pétroliers et alimentaires et de l'application d'une politique monétaire appropriée.

Après s'être creusé en 2008, le déficit courant s'est contracté au premier trimestre de 2009 grâce à une baisse des prix des importations et à la vigueur des recettes touristiques et des transferts des travailleurs émigrés à l'étranger. Malgré un léger recul des apports d'investissement étranger au début de l'année, les réserves ont atteint 9 milliards de dollars à la fin de mai 2009 (5,6 mois d'importations selon les projections).

En 2008, le déficit budgétaire a reculé sensiblement pour se chiffrer à 1,2 % du PIB et le ratio dette publique/PIB a encore diminué, passant à 47½ %, contre 50 % en 2007. Les recettes ont été stimulées par le niveau soutenu des droits de douanes perçus sur des importations dont le prix était plus élevé, ainsi que par la bonne tenue du produit de l'impôt sur les sociétés appliqué aux bénéficiaires robustes de 2007. L'effet conjugué de la hausse des recettes et de la baisse des paiements d'intérêts a plus que compensé les dépassements de dépenses au titre des subventions aux produits pétroliers et alimentaires de base, imputables à la hausse des cours mondiaux.

La crise financière mondiale n'a pas touché directement les banques, car elles comptent peu sur le financement extérieur, et leur rentabilité s'est renforcée en 2008, ce qui a contribué au dynamisme du marché boursier. Le crédit à l'économie a encore augmenté au premier trimestre de 2009. Les indicateurs de solidité bancaire ont continué de s'améliorer en 2008, mais le volume des créances improductives demeure assez élevé.

Avec l'objectif d'atteindre une croissance du PIB réel de 3 % cette année, les autorités ont rapidement pris des mesures pour contenir l'impact de la crise mondiale, y compris le programme de relance budgétaire récemment adopté, équivalant à environ 1,4 % du PIB, et la politique monétaire plus accommodante de la Banque centrale de Tunisie (BCT) en 2009. Les perspectives à moyen terme sont favorables grâce à la reprise mondiale dont font état les projections.

Évaluation par le Conseil d'administration

Les administrateurs félicitent les autorités pour les bons résultats de l'économie tunisienne dans le contexte de la crise mondiale, attribués aux fondamentaux robustes découlant des politiques saines appliquées au fil des ans. Ils estiment que les perspectives de croissance sont favorables, mais que la Tunisie continue d'être aux prises avec des risques de dégradation de la situation liés à la transmission de la récession en Europe et au rythme auquel la relance budgétaire fera sentir ses effets, ainsi qu'aux défis posés par un taux de chômage toujours élevé.

Les administrateurs appuient la politique temporaire de relance budgétaire adoptée par les autorités pour atténuer les répercussions de la crise mondiale et recommandent, pour des raisons d'efficacité, de la mettre en œuvre rapidement et de bien cibler les dépenses. Ils

encouragent les autorités à envisager la possibilité de prolonger cette relance en 2010, les perspectives anticipées dans les pays partenaires demeurant fragiles.

Les administrateurs saluent la détermination des autorités de reprendre l'assainissement des finances publiques une fois que la croissance se raffermira et de replacer le ratio dette publique/PIB sur une trajectoire décroissante. Ils notent qu'il serait capital à cet égard de réduire les subventions, en continuant de mettre efficacement en œuvre le nouveau mécanisme d'ajustement des prix des produits pétroliers et en ciblant mieux les mesures d'aide aux couches pauvres de la population. Ils favorisent également le lancement en temps voulu d'une réforme des retraites pour éviter d'alourdir ultérieurement le budget.

Les administrateurs estiment que l'orientation donnée par la BCT à la politique monétaire est appropriée, avec le desserrement prudent en 2009 pour accommoder un soutien de la demande. Ils recommandent de coordonner étroitement la politique monétaire avec la politique budgétaire et d'envisager progressivement tout nouveau desserrement, en tenant compte d'un éventuel retour des tensions inflationnistes et des risques de dégradation des indicateurs prudentiels du système bancaire. Ils encouragent les autorités à continuer d'assembler les éléments constitutifs du cadre prévu de ciblage de l'inflation.

Les administrateurs notent que le taux de change demeure dans l'ensemble aligné sur ses fondamentaux et que les politiques des autorités sont compatibles avec la stabilité extérieure. Ils encouragent les autorités à continuer d'ancrer la politique de change sur leur objectif à moyen terme de taux de change flottant librement.

Les administrateurs constatent que les indicateurs prudentiels du secteur bancaire ont continué de s'améliorer, mais que le volume des créances improductives demeure assez élevé. S'ils félicitent les autorités d'appliquer des règlements empêchant l'apparition de nouvelles créances improductives, ils les encouragent à déployer des efforts résolus pour réduire le stock de ces créances afin de renforcer davantage la solidité du système bancaire, compte tenu en particulier de l'ouverture progressive du compte de capital. Ils recommandent de continuer d'assurer un suivi étroit des banques et soutiennent les projets des autorités de continuer de rehausser la qualité des services bancaires.

Les administrateurs recommandent de continuer d'adapter les cadres réglementaires et de contrôle à l'évolution du secteur financier. Ils préconisent d'aborder le contrôle bancaire dans une optique plus prospective, notamment dans la perspective de Bâle II. Ils jugent nécessaire de procéder à des tests de résistance systématiques et complets pour mieux évaluer les facteurs de vulnérabilité potentiels du système bancaire et préparer les plans d'action de précaution appropriés.

Les administrateurs félicitent les autorités tunisiennes pour la démarche pragmatique et résolue qu'elles suivent dans le domaine de l'intégration commerciale et financière, malgré l'environnement mondial actuellement dégradé. Ils notent que les négociations avec l'UE en vue d'étendre l'accord d'association aux services pourraient servir de point d'ancrage majeur pour une réorganisation et une libéralisation progressives du secteur des services. Ils saluent la

participation active de la Tunisie à l'effort d'intégration régionale. Ils recommandent d'empêcher tout détournement des courants d'échanges et de renforcer la diversification géographique par une compression des tarifs bénéficiant de la clause de la nation la plus favorisée. Enfin, ils se félicitent de l'amélioration ininterrompue du climat des affaires grâce aux réformes de l'administration fiscale et douanière en cours et aux programmes actuellement appuyés par les IFI.

Les notes d'information au public (NIP) s'inscrivent dans le cadre des efforts que déploie le FMI pour promouvoir la transparence de ses prises de position et de son analyse de l'évolution et des politiques économiques. Les NIP sont diffusées avec le consentement des pays concernés, à l'issue de l'examen par le Conseil d'administration des rapports sur les consultations au titre de l'article IV avec les pays, de la surveillance de l'évolution économique à l'échelle régionale, du suivi post-programme et des évaluations *ex post* de la situation des pays membres où le FMI a appuyé des programmes sur une longue durée. Les NIP sont aussi diffusées à l'issue de l'examen des questions de politique générale par le Conseil d'administration, sauf si le Conseil en décide autrement.

Tunisie : Principaux indicateurs économiques et financiers, 2004–10

(Quote-part : 286,5 millions de DTS)

(Population : 10,3 million; 2008)

(PIB par habitant : 3.632 dollars; 2008)

(Poverty rate: 3.8 percent; 2005)

(Principales exportations : produits électroniques et mécaniques, textiles, produits énergétiques, tourisme; 2008)

| | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 Prél. | 2009 Proj. | 2010 Proj. |
|---|--|---------|---------|---------|---------------|---------------|---------------|
| Production et prix | | | | | | | |
| PIB réel (prix de marché) | 6.0 | 4.1 | 5.3 | 6.3 | 4.6 | 3.0 | 4.0 |
| Prix à la consommation (fin de période) | 1.2 | 3.7 | 3.3 | 5.3 | 4.1 | 3.5 | 3.4 |
| Prix à la consommation (moyenne de la période) | 3.6 | 2.0 | 4.5 | 3.1 | 5.0 | 3.5 | 3.4 |
| Investissement et épargne | | | | | | | |
| Formation brute de capital | 24.5 | 22.3 | 24.6 | 25.7 | 27.5 | 25.7 | 26.6 |
| Dont : hors administrations publiques 1/ | 17.5 | 15.9 | 18.4 | 19.8 | 21.1 | 18.4 | 19.2 |
| Épargne nationale brute | 21.8 | 21.3 | 22.6 | 23.2 | 23.3 | 22.5 | 24.0 |
| Dont : hors administrations publiques 1/ | 17.3 | 18.0 | 19.6 | 20.3 | 17.9 | 19.0 | 20.4 |
| Finances publiques 2/ | | | | | | | |
| Recettes, hors dons et privatisation | 23.8 | 23.6 | 23.4 | 23.8 | 26.2 | 23.7 | 23.3 |
| Dépenses et prêts nets | 26.6 | 26.8 | 26.5 | 26.7 | 27.3 | 27.5 | 27.0 |
| Solde budgétaire, hors dons et privatisation | -2.8 | -3.2 | -3.0 | -2.9 | -1.2 | -3.8 | -3.8 |
| Solde primaire, hors dons et privatisation | 0.0 | -0.4 | -0.3 | -0.3 | 1.1 | -1.4 | -1.5 |
| Total de la dette publique | 59.4 | 58.1 | 53.7 | 50.0 | 47.5 | 48.7 | 49.0 |
| | (Variation annuelle en %, sauf indication) | | | | | | |
| Secteur monétaire | | | | | | | |
| Crédit à l'économie | 5.3 | 6.3 | 6.6 | 9.7 | 13.5 | 8.0 | ... |
| Monnaie centrale | 12.2 | 21.9 | 17.6 | 15.3 | 18.3 | 21.7 | ... |
| Monnaie au sens large | 10.3 | 11.0 | 11.4 | 12.5 | 14.4 | 10.9 | ... |
| Vitesse de circulation de la monnaie au sens large | 1.6 | 1.6 | 1.6 | 1.5 | 1.5 | 1.4 | ... |
| Taux des bons du Trésor à 3 mois (moyenne période, en %) 3/ | 5.1 | 5.1 | 5.1 | 5.1 | 5.1 | 4.0 | ... |
| | (En % du PIB, sauf indication contraire) | | | | | | |
| Secteur extérieur | | | | | | | |
| Exportations de biens (en dollars, variation en pourcentage) | 20.7 | 9.8 | 9.9 | 29.6 | 26.6 | -21.5 | 5.8 |
| Importations de biens (en dollars, variation en pourcentage) | 18.3 | 3.4 | 12.8 | 26.9 | 28.7 | -21.4 | 8.2 |
| Balance commerciale des marchandises | -8.8 | -6.7 | -8.1 | -8.1 | -9.8 | -8.2 | -9.3 |
| Solde courant, transferts officiels exclus | -2.7 | -1.0 | -2.0 | -2.5 | -4.2 | -3.3 | -2.6 |
| Solde courant, transferts officiels inclus | -2.3 | -0.6 | -1.5 | -2.2 | -4.0 | -3.0 | -2.3 |
| Investissement direct étranger 4 | 2.1 | 2.2 | 3.2 | 6.0 | 5.3 | 3.1 | 3.2 |
| Total de la dette extérieure 5/ | 66.5 | 65.3 | 58.1 | 53.9 | 53.7 | 52.5 | 52.3 |
| Réserves brutes (en milliards de dollars) 6/ | 4.0 | 4.4 | 6.8 | 7.9 | 9.0 | 9.7 | 11.0 |
| En mois d'importations de biens et de services | 3.1 | 3.3 | 4.0 | 3.6 | 4.9 | 5.1 | 5.5 |
| En % de la dette extérieure à court terme (base échéance restante) | 82.2 | 88.3 | 136.7 | 146.4 | 150.3 | 171.2 | 173.7 |
| Pour mémoire : | | | | | | | |
| PIB nominal (en milliards de dollars) | 29.3 | 27.7 | 31.9 | 37.4 | 38.4 | 39.0 | 40.5 |
| Taux de chômage (en %) | 13.9 | 14.2 | 14.3 | 14.1 | 14.2 | ... | ... |
| Importations nettes de produits pétroliers (en millions de dollars) | 399.0 | 393.4 | 632.1 | -106.3 | 676.8 | -157.5 | -354.1 |
| Termes de l'échange (détérioration -) | | -2.3 | -3.6 | -1.9 | 1.0 | 3.9 | -2.1 |
| Monnaie locale pour 1 dollar (moyenne de la période) | 1.2 | 1.3 | 1.3 | 1.3 | 1.2 | ... | ... |
| Taux de change effectif réel (moyenne annuelle, variation en %) | -3.5 | -4.6 | -0.8 | -2.8 | -0.9 | ... | ... |
| Indice boursier 7/ | 1,331.8 | 1,615.1 | 2,331.1 | 2,614.1 | 2,892.4 | 3,589.4 | ... |

Sources : autorités tunisiennes et estimations des services du FMI.

1/ Comprend les entreprises publiques.

2/ L'exercice correspond à l'année civile.

3/ En 2009, moyenne pour mars.

4/ Hors recettes de privatisation.

5/ Comprend les dépôts bancaires des non-résidents (la plupart à long terme) estimés à 7,7 % du PIB en

6/ Comprend les recettes de privatisation, qui étaient d'environ 2,2 milliards de dollars en 2006 et, en moyenne, de 0,1 et en 2007–08.

7/ TUNINDEX (1000=1/4/1998). Les données de 2009 sont au 13 juillet 2009.